



L'agriculture alpine : Tendances d'évolutions entre 2000 et 2010

Analyse à partir des données des recensements agricoles

Décembre 2013

Réalisation :

Jean-Michel Noury (Suaci Alpes du Nord) et Nathalie Girard (Chambre Régionale d'Agriculture PACA)
Avec le concours des Chambres d'agriculture du Massif alpin

Dans le cadre d'un partenariat avec les Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Avant-propos

Ce document a pour objectif d'actualiser les connaissances sur les enjeux d'évolution de l'agriculture alpine. Il s'inscrit dans le cadre des travaux de réflexion prospective et de propositions sur les politiques publiques menés par la Conférence Agricole Alpine¹.

Il restitue un travail mené dans le cadre du projet « Polem » et qui repose sur une convention de partenariat entre la DRAAF Rhône-Alpes, la DRAAF Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Suaci Alpes du Nord et la Chambre Régionale d'Agriculture de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Pour sa réalisation, il s'est également appuyé sur un groupe de travail associant les Chambres d'agriculture des départements alpins et l'Institut de l'Élevage PACA.

Il a bénéficié des financements du CAS-DAR dans le cadre du PRDA Massif Alpes et du FNADT dans le cadre de la Convention interrégionale de Massif Alpes (CIMA).

Réalisation :

La réalisation de ce document a été coordonnée par un comité de suivi constitué de la DRAAF Rhône-Alpes (Jean-Pierre Gouriou), de la DRAAF Provence-Alpes-Côte d'Azur (Guillaume Nieuwjaer), du Suaci Alpes du Nord (Jean-Michel Noury) et de la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes (Nathalie Girard).

Le traitement et l'analyse des données ont été réalisés par le Suaci Alpes du Nord et la Chambre d'agriculture des Hautes-Alpes, avec l'appui d'Emilie Ollion, qui a réalisé un stage au Suaci Alpes du Nord d'octobre 2011 à mars 2012. Pour cela, un groupe de travail a été mobilisé pour préciser la démarche d'analyse et interpréter les données.

L'extraction des données des recensements agricoles 2000 et 2010 a été réalisée par la DRAAF Rhône-Alpes et la DRAAF Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Membres du groupe de travail : Yann Benabdelkader, Florent Michez et Vincent Michel-Mazan (Chambre d'agriculture Savoie Mont-Blanc), Jean-Philippe Jamot (Chambre d'agriculture de la Drôme), Jean-Michel Enjugier (Chambre d'agriculture des Alpes de Haute-Provence), Jean-Michel Cicéron (Chambre d'agriculture de l'Isère), Jean-François Bataille (Institut de l'Élevage PACA).

Rédaction : Jean-Michel Noury (Suaci Alpes du Nord), Nathalie Girard (Chambre Régionale d'Agriculture PACA), avec la relecture des membres du comité de suivi et du groupe de travail.

¹ La Conférence Agricole Alpine est une convention entre les Chambres d'agriculture des départements des Alpes (Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie), les Chambres Régionales d'Agriculture de Rhône-Alpes et de PACA et le Suaci Alpes du Nord. Pour la période 2011-2013, sa coordination est assurée par le Suaci Alpes du Nord.

Eléments de cadrage et de contexte	4
1. Les objectifs de l'étude.....	5
2. Méthodologie et sources de données.....	5
3. Eléments de cadrage : l'agriculture du massif alpin.....	7
❖ Le massif alpin	7
❖ L'agriculture alpine en 2010 : chiffres clés	9
 L'évolution du contexte économique et territorial sur 2000 - 2010	12
1. L'évolution des politiques agricoles	13
2. Contexte des marchés agricoles.....	14
3. Contexte territorial et social.....	15
4. Contexte climatique et environnemental	16
 L'évolution de l'agriculture alpine entre 2000 et 2010	17
1. L'évolution du nombre d'exploitations alpines.....	18
❖ Une diminution plus forte du nombre d'exploitations dans les Alpes du Nord.....	18
❖ Une évolution qui poursuit une tendance déjà à l'œuvre depuis 1988.....	19
❖ Des évolutions différentes selon l'orientation des exploitations et leur localisation	20
2. L'emploi agricole dans les Alpes.....	22
❖ Evolution du nombre d'emplois totaux.....	22
❖ Une modification de la composition des actifs agricoles	22
❖ Une augmentation des exploitations en société.....	23
❖ Des exploitants plus âgés en 2010	24
❖ La pluriactivité se maintient	25
❖ Une succession des exploitations qui semble mieux assurée	26
3. L'évolution des surfaces agricoles du massif alpin.....	28
❖ Une analyse difficile.....	28
❖ Une diminution significative des surfaces agricoles.....	28
❖ Une légère évolution des types de surfaces agricoles	29
❖ Une baisse des surfaces irrigables.....	30
4. L'évolution des différents cheptels alpins.....	32
5. Une progression de la vente directe depuis 2000.....	34
6. Agriculture biologique : une progression différente selon les productions.....	35
7. Une forte restructuration des exploitations dans les Alpes du Nord.....	37
 Conclusion : principaux enseignements et perspectives	38
❖ Une restructuration importante des exploitations au nord, une stabilité structurelle dans le sud qui entraîne un risque de déprise	38
❖ Une perte de surfaces agricoles productives dans les alpes	38
❖ Des évolutions sociales au sein des exploitations	38
❖ Des dynamiques économiques préoccupantes pour l'élevage	38
❖ Des difficultés également dans certaines productions végétales spécialisées	39
❖ Un développement des logiques de proximité	40
❖ Quels enseignements en tirer vis-à-vis du rôle de l'agriculture alpine ?	40

ELEMENTS DE CADRAGE ET DE CONTEXTE

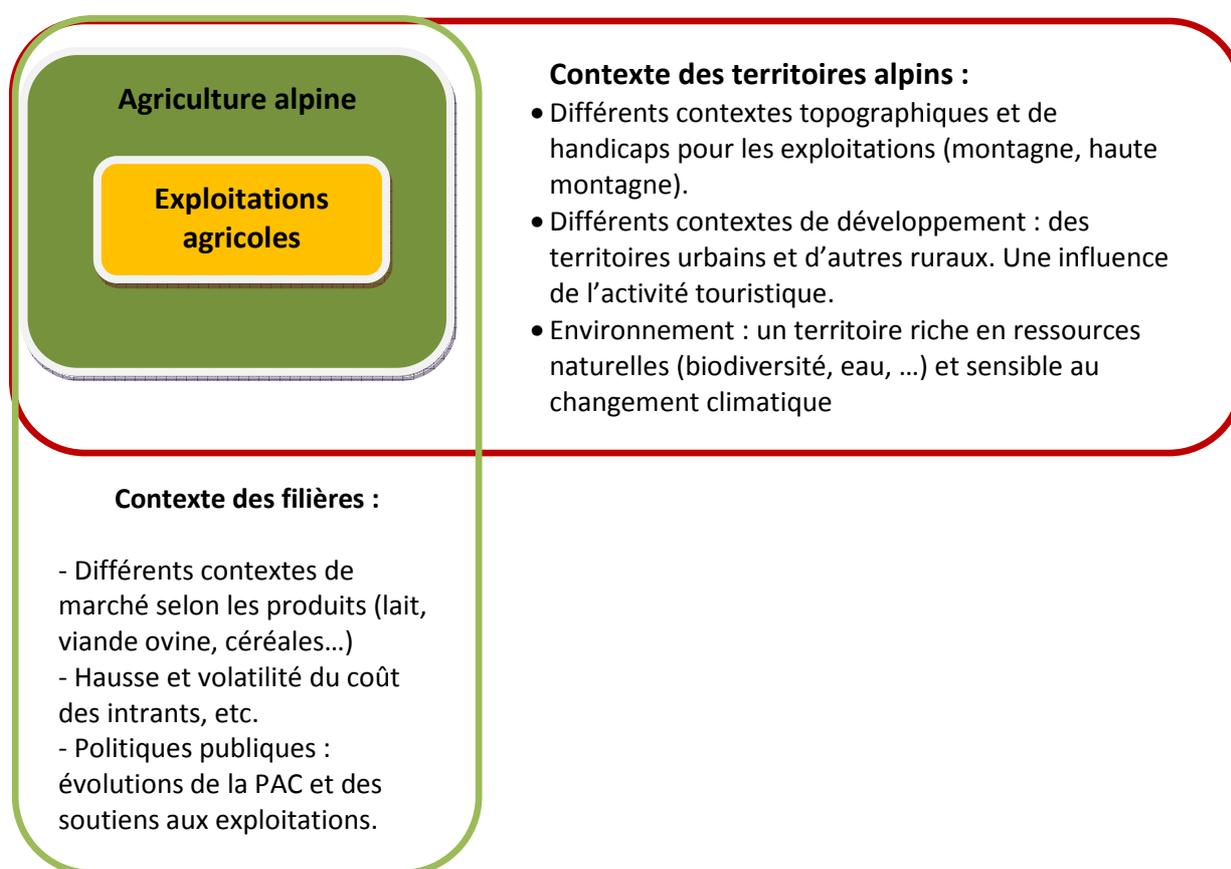
1. LES OBJECTIFS DE L'ETUDE

Les objectifs de ce document sont de deux ordres :

- identifier les grandes tendances d'évolutions de l'agriculture alpine sur la période 2000-2010, et les resituer par rapport à l'ensemble de la France, ou des zones de montagne françaises ;
- mieux appréhender la diversité de l'agriculture alpine et les différentes dynamiques d'évolutions qui la traversent selon les types de territoires ou selon les filières.

Avant de détailler les évolutions de l'agriculture alpine (partie 3), ce document retrace les principales évolutions du contexte agricole (marchés, politiques agricoles, ...) et de territoire (partie 2), pour permettre de mieux resituer les évolutions de l'agriculture.

Figure 1 : Représentation du contexte dans lequel s'inscrit l'agriculture alpine



2. METHODOLOGIE ET SOURCES DE DONNEES

- **Le zonage géographique utilisé**

Les données des recensements agricoles de 2000 et 2010 ont été extraites pour l'ensemble des exploitations dont le siège se situe dans les communes du massif alpin. Plusieurs échelles géographiques ont été croisées pour le traitement des données : le zonage montagne (haute montagne, montagne, plaine) d'une part, et les limites administratives des régions et départements d'autre part. Les données du recensement agricole étant exhaustives (toutes les exploitations agricoles sont enquêtées), il a donc été possible d'analyser les données selon différents découpages croisant département et zonage montagne (exemple : zone de haute montagne des Hautes-Alpes, zone de montagne de la Savoie).

Les zones de montagne (zonage haute montagne et montagne) sont définies à l'échelle de la commune dans les données Agreste du Recensement agricole et correspondent au zonage ICHN. 19 communes du département des Hautes-Alpes étaient considérées en haute montagne dans les données Agreste, et il est apparu plus cohérent de les affecter à la zone de montagne.

Sauf mention contraire, toutes les données relatives au massif alpin concernent les zones de montagne du massif alpin et n'intègrent pas les zones de plaine situées dans le massif.

- **Les sources de données mobilisées et leurs caractéristiques**

Les données mobilisées sont celles du recensement agricole pour les années 2000 et 2010, semi-définitives au 15/08/2011. Ces données sont produites par les services statistiques du Ministère de l'agriculture, à partir d'une enquête sur toutes les exploitations du territoire national réalisée en 2010. Ces données permettent de décrire finement les exploitations en termes de structure (surface, main d'œuvre, cheptel, etc.), mais ne décrivent pas les résultats économiques des exploitations.

Les définitions du recensement ont connu plusieurs modifications en 2010 :

- La dimension économique est approchée par une nouvelle notion : la **production brute standard** (PBS), qui correspond à une estimation du chiffre d'affaire basée sur des coefficients régionaux. Bien que ceux-ci ne prennent pas toujours en compte certaines spécificités (prix du lait plus élevés dans certains départements, valeur ajoutée liée à la vente en circuits courts, ...), l'indicateur de PBS permet néanmoins d'évaluer la dimension économique d'exploitations, ce que ne permet pas la simple comparaison de la surface agricole utile (SAU) des exploitations en hectares.
- L'orientation technico-économique des exploitations (**Otex**), permettant de classer les exploitations selon leur spécialisation, est désormais calculée à partir de la PBS.
- Les exploitations sont classées en **trois classes de dimension** : petites, moyennes et grandes, en fonction de leur PBS. On ne parle donc plus d'exploitations professionnelles et non professionnelles comme dans les recensements précédents. Les données 2000 ont été retraitées pour permettre la comparaison.
- Les entités collectives ont été recensées en 2010 (nombre et surfaces utilisées). Elles sont au nombre de 500 sur le massif alpin (notamment les groupements pastoraux). Toutefois, l'ensemble des données de ce document sont présentées « hors entités collectives », que ce soit pour les surfaces ou le nombre d'exploitations.

Il est enfin important de souligner quelques caractéristiques des données du recensement agricole, à garder à l'esprit lors de la lecture de ce document :

- Elles reposent sur une définition assez large de l'exploitation agricole : avoir une activité de production agricole ou d'entretien des terres sur une superficie agricole minimale (ex : 1 ha, voir définition en annexe). A ce titre, il nous est apparu important de distinguer le champ des **« exploitations moyennes et grandes »** (hors petites exploitations) pour mieux refléter l'image de l'agriculture professionnelle.
- les données sont déclaratives, et rattachées à la commune du siège de l'exploitation.

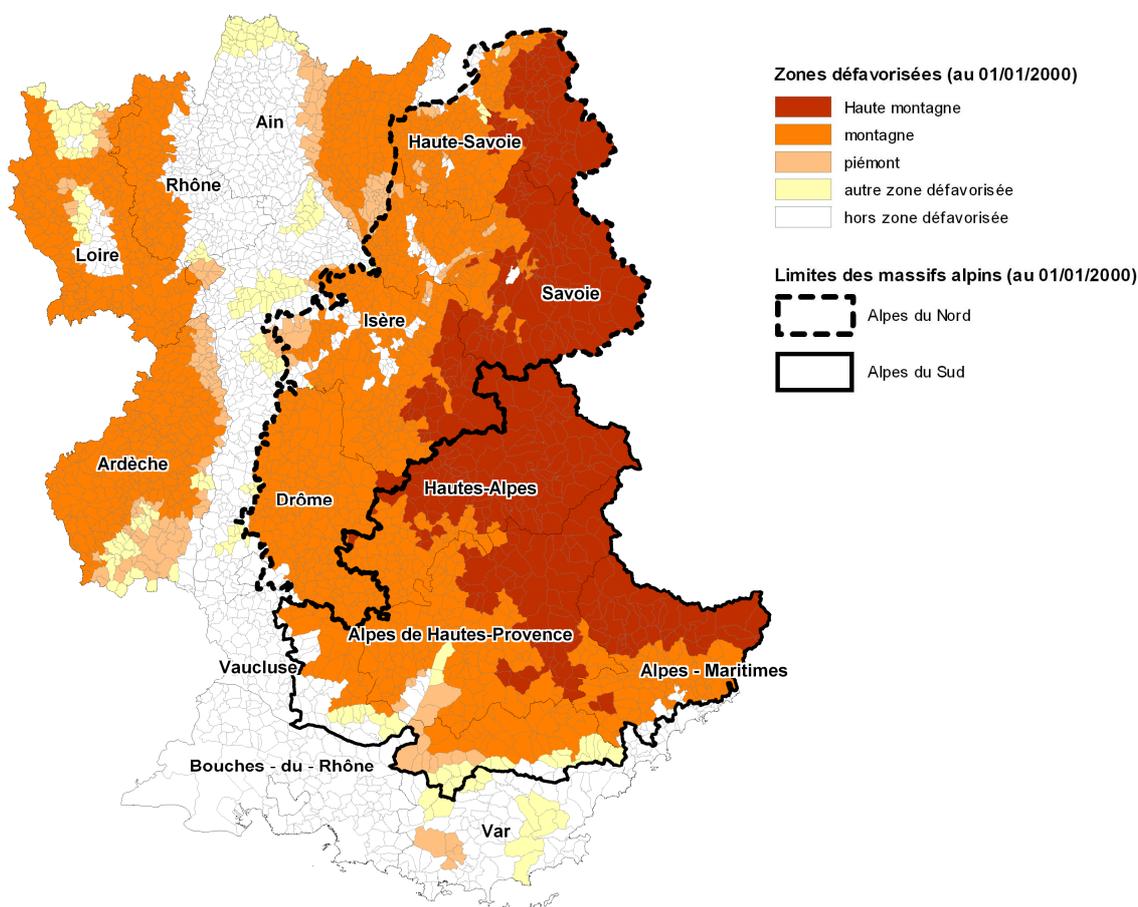
3. ELEMENTS DE CADRAGE : L'AGRICULTURE DU MASSIF ALPIN

❖ LE MASSIF ALPIN

Le massif alpin correspond à une entité géographique et politique, mise en œuvre et délimitée dans le cadre de la loi montagne de 1985. Il couvre une surface de 40 800 km² (7 % du territoire métropolitain) et concerne 1750 communes sur neuf départements des régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Sa population est de 2,6 millions d'habitants pour une densité de 66 habitants au km² (données 2008).

Le massif alpin est essentiellement constitué de territoires de montagne et de haute montagne, dont la définition correspond au zonage des soutiens agricoles à la compensation de handicaps. Il comprend également des zones de plaine, aux alentours des agglomérations (sillon alpin) et sur sa frange occidentale. Plus d'un quart (27 %, contre 50 % en France) de la superficie du territoire est occupée par l'agriculture et un tiers par la forêt (24 % en France). L'agriculture occupe 2,6 % des emplois du massif.

Figure 2 : Le massif alpin et la délimitation des zones montagne et haute montagne



Sources : Agreste (SSP)

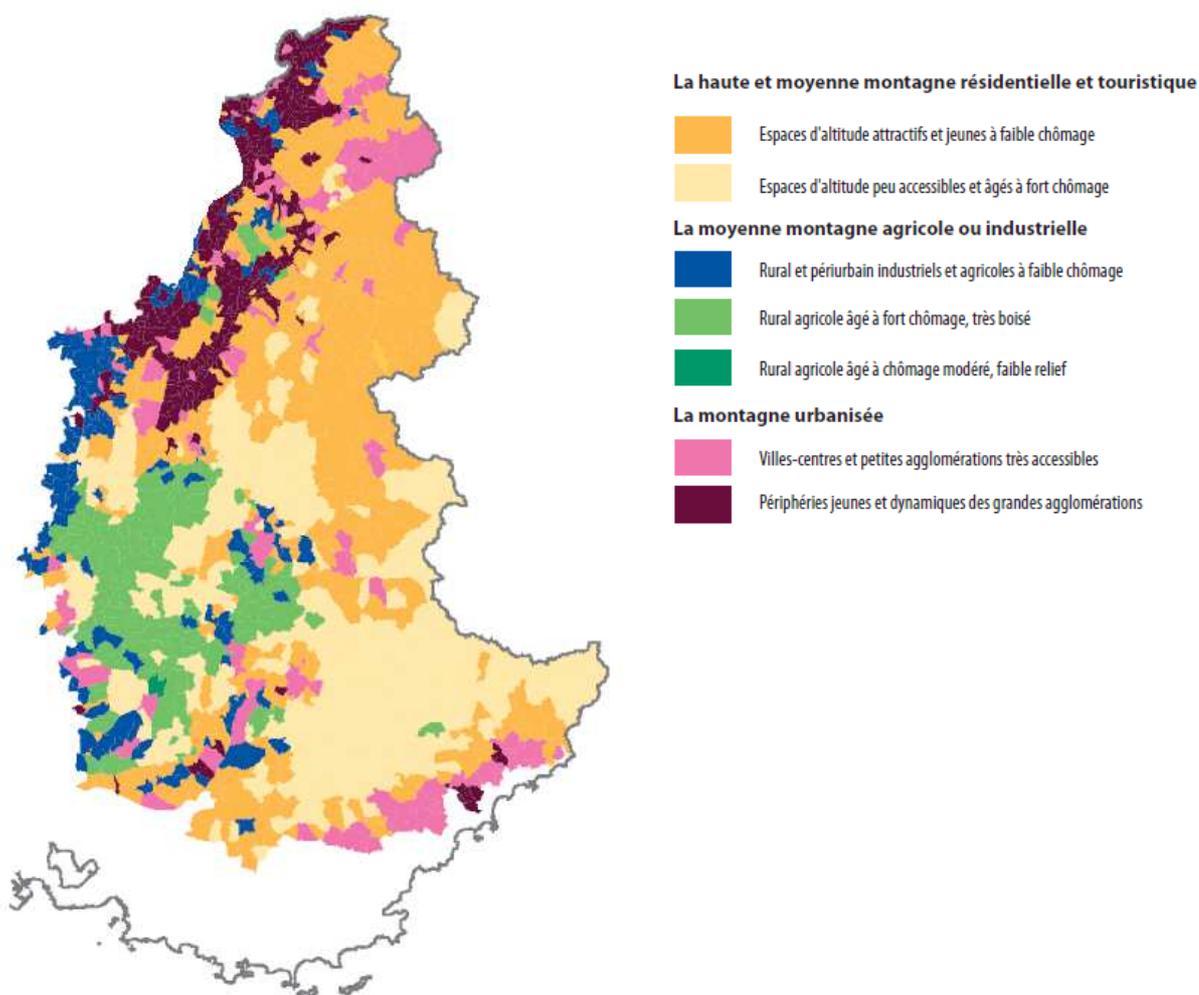
Tableau 1 : Part des communes et de la population des départements alpins incluses dans le massif alpin

	Département	Code	Part de communes alpines	Part de la population au sein du massif
Alpes du nord	Drôme	26	57 %	17,6 %
	Isère	38	60 %	65,2 %
	Savoie	73	100 %	100 %
	Haute-Savoie	74	100 %	100 %
Alpes du sud	Alpes de Haute Provence	04	100 %	100 %
	Hautes-Alpes	05	100 %	100 %
	Alpes-Maritimes	06	81 %	16,6 %
	Var	83	39 %	10,1 %
	Vaucluse	84	48 %	15,2 %

Sources : INSEE (Recensement 2008)

- Le massif alpin se caractérise enfin par une diversité de contextes territoriaux. Selon la typologie réalisée par le Cesaer en 2011, le nord du massif se caractérise par une **forte influence urbaine** dans les zones basses et une attractivité des territoires de haute montagne. Le sud du massif est beaucoup **plus rural**, malgré l'influence urbaine de la Côte d'Azur au sud, et ses territoires de montagne sont globalement plus fragiles en termes d'accessibilité et de chômage.

Figure 3 : Typologie des territoires du massif alpin



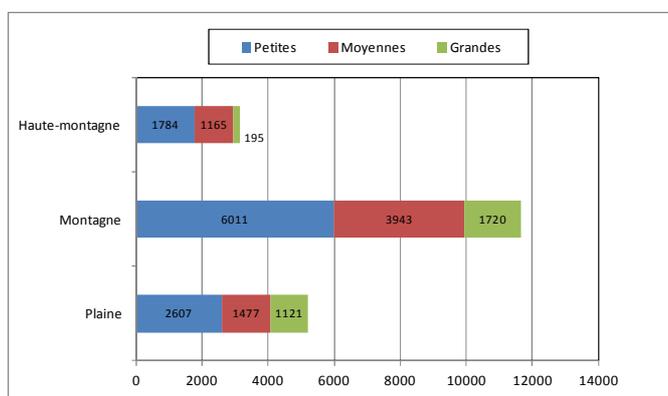
Sources : DATAR - UMR CESAER/UMR/ Théma/ Cemagref DTMA / UMR METAFORT (2011) - Typologie des espaces ruraux et des espaces à enjeux spécifiques (littoral et montagne)

• **Les exploitations alpines**

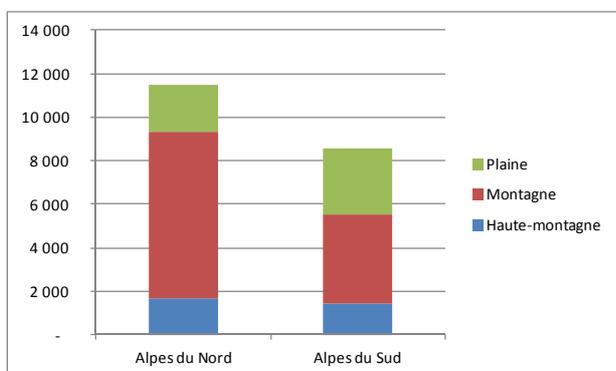
Le massif alpin compte **20 000 exploitations** en 2010, dont 75 % sont situées en zones de montagne et haute montagne et 25 % en plaine. Les zones de montagne représentent 86 % des surfaces agricoles de l'ensemble du massif alpin.

Les **14 800 exploitations alpines en zones de montagne** représentent 18 % des exploitations de montagne françaises. Parmi celles-ci, **7 000 exploitations** sont de dimension « moyenne et grande » et peuvent être considérées comme « professionnelles ».

Figure 4 : Nombre d'exploitations alpines en 2010
Champ : ensemble des exploitations



	Massif alpin	Dont : zones de montagne	Dont : plaine
Petites	10 402	7 795	2 607
Moyennes et grandes	9 621	7 023	2 598
Ensemble	20 023	14 818	5 205



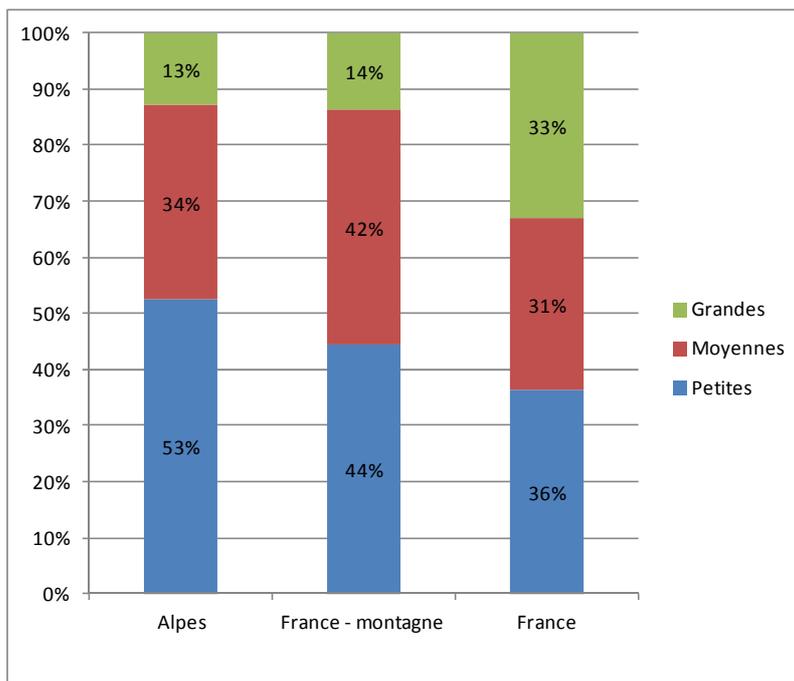
% des exploitations	Alpes du Nord	Alpes du Sud
Haute-montagne	15%	17%
Montagne	66%	48%
Plaine	19%	35%
Total	100 %	100 %

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Les exploitations de plaine représentent 35 % des exploitations sur les Alpes du Sud. Pour 70 % d'entre elles, elles sont spécialisées en cultures permanentes (viticulture et arboriculture). Elles ont en moyenne une plus grande dimension économique (72 K€ de PBS contre 50 K€ PBS en montagne).

Les exploitations de la plaine des Alpes du Nord sont un peu plus diversifiées (viticulture et arboriculture, mais aussi grandes cultures et un peu de production laitière).

Figure 5 : Répartition des exploitations selon leur dimension économique : comparaison Alpes, montagne, France



Sources : Agreste. Recensements agricoles.

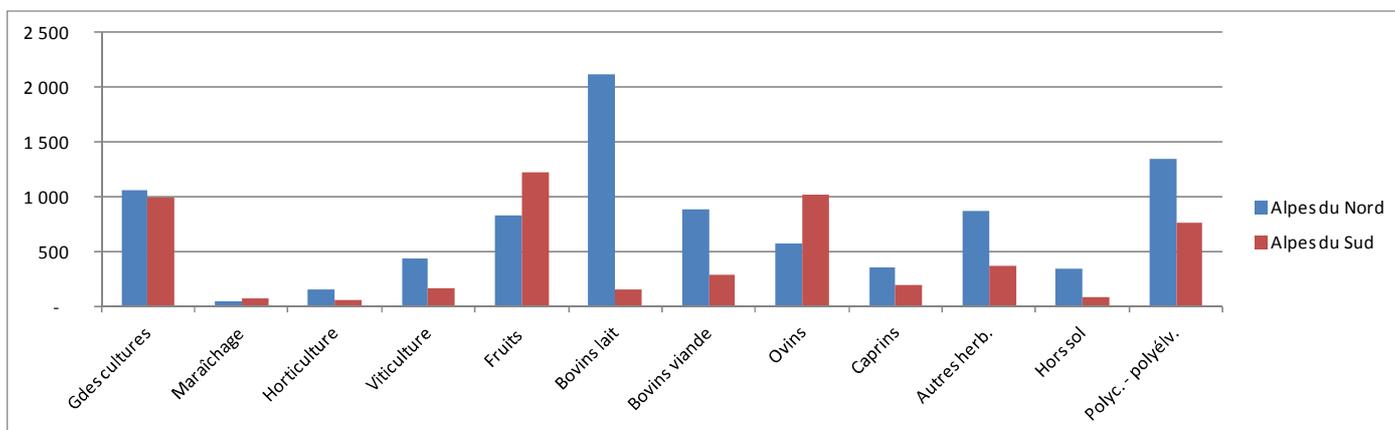
Les Alpes comptent toujours en 2010 un nombre important de **petites exploitations**, qui représentent plus de la moitié de l'ensemble (53 %), soit beaucoup plus qu'en moyenne française, mais aussi que sur les autres zones de montagne.

- **Orientation des exploitations : l'élevage domine en zones de montagne**

Dans les zones de montagne alpines, les productions animales (bovins lait, ovins, bovins viande, etc.) représentent la majorité des exploitations, mais les productions végétales (fruits et grandes cultures essentiellement) sont également présentes en montagne.

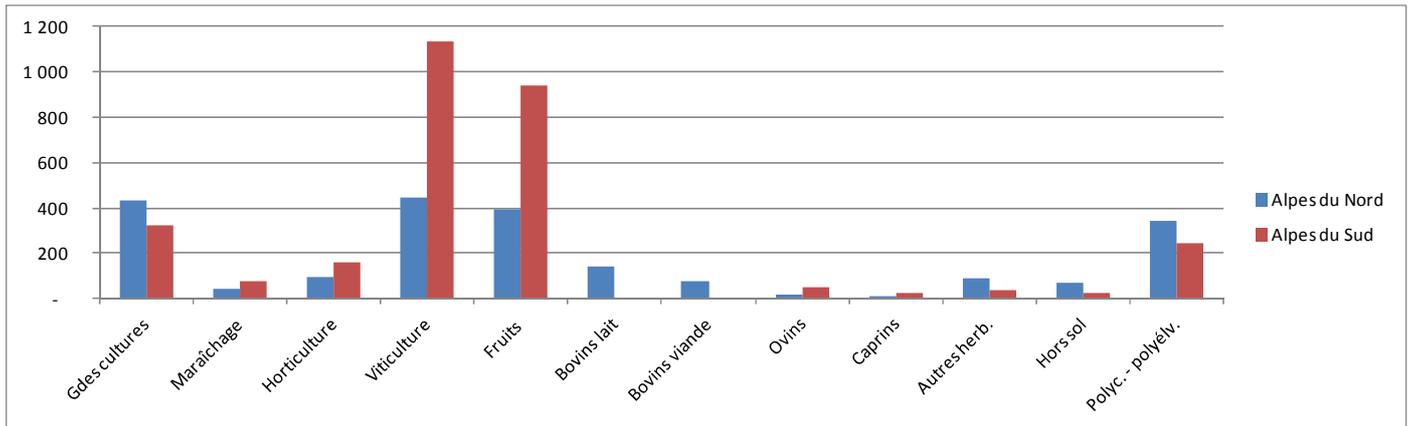
La zone de plaine du massif alpin est très spécialisée dans les productions végétales (viticulture et fruits essentiellement) et l'élevage y est quasiment absent.

Figure 6 : Répartition des exploitations par Oteq : zones de montagne et haute montagne



Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Figure 7 : Répartition des exploitations par Otex : zones de plaine



Sources : Agreste. Recensements agricoles.

L'EVOLUTION DU CONTEXTE ECONOMIQUE ET TERRITORIAL SUR 2000 - 2010

1. L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES AGRICOLES

Au niveau européen, la PAC a connu trois réformes entre 2000 et 2010 : Agenda 2000, l'accord de Luxembourg de 2003 et le bilan de santé de la PAC en 2008. Parmi les différentes réformes, on retiendra pour les Alpes, les décisions suivantes :

- Le passage de l'ICHN en une aide à l'hectare (auparavant à l'UGB) et un processus de revalorisation du montant sur les 25 premiers hectares.
- Le découplage des aides a été mis en œuvre en France à partir de 2006, avec l'introduction des droits à paiements uniques (DPU). L'aide brebis a été découplée à 50% et la PMTVA est restée couplée à 100%. Les aides aux céréales sont découplées à 75%.
- La réforme de l'OCM lait à partir de 2004 a introduit une aide directe pour la production de lait, ce qui a contribué à augmenter le poids du premier pilier dans les aides des départements alpins, notamment les plus laitiers.
- La mise en place des CTE en 2000 (entre 250 et 300 contrats par département sur la Savoie, la Haute-Savoie, les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence) qui, outre des aides annuelles environnementales, ont permis d'accompagner de nombreux investissements.

Ces décisions ont plusieurs conséquences du point de vue de l'agriculture alpine :

- La PAC accompagne de plus en plus le rôle environnemental de l'agriculture, et de moins en moins son rôle de production (renvoyé à la régulation par le marché). Cela tend également à davantage conditionner sur un plan environnemental l'accès aux soutiens publics pour les exploitations.
- Les soutiens du premier pilier prennent de l'importance vis-à-vis du second pilier.
- Le montant total des soutiens directs aux exploitations alpines a fortement augmenté sur la période (à partir de 2000, avec une stabilisation vers 2005). Cette augmentation est liée à l'augmentation du premier pilier sur les départements des deux Savoie (aides laitières) et du second pilier sur tous les départements. Au sein des aides du second pilier, si l'ICHN a connu un accroissement constant sur la période, les soutiens à l'agro-environnement (PHAE) ont commencé à diminuer à partir de 2007, notamment du fait de la disparition des CTE.

Figure 8 : Evolution des aides de la PAC (1^{er} et 2nd piliers)
En M€ par département

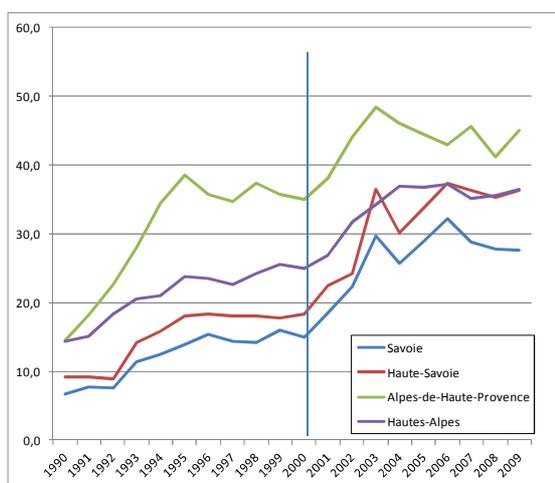
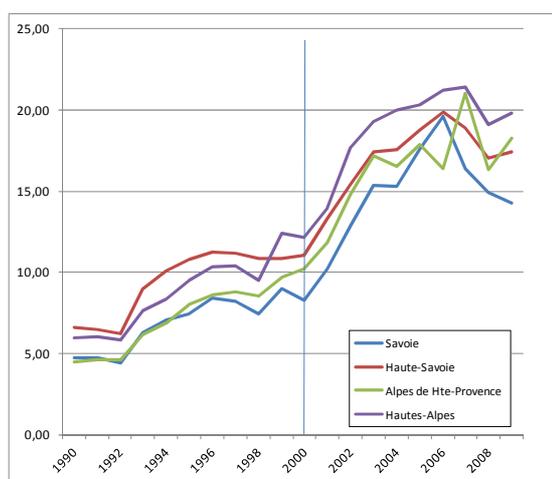
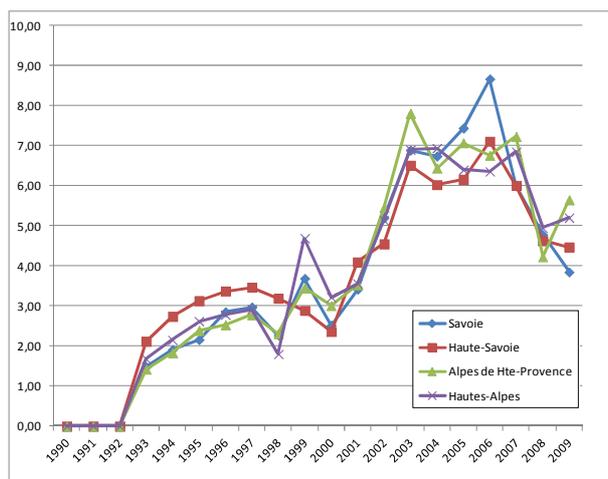


Figure 9 : Evolution des aides du 2nd pilier de la PAC



Sources : Agreste

Figure 10 : Evolution des aides agro-environnementales
En M€ par département



Sources : Agreste

2. CONTEXTE DES MARCHES AGRICOLES

- Sur la période 2000-2010, le contexte de marché s'est caractérisé notamment par une diminution du prix du lait en lien avec la baisse des prix d'intervention (réforme de l'OCM lait). Le prix de la viande ovine est resté stable ou légèrement croissant, après une augmentation sensible au début des années 2000.
- La période a par ailleurs été marquée par un fort accroissement du prix des intrants agricoles et donc des coûts de production agricoles, nettement supérieur à celui des prix de vente, qui a conduit à une baisse de la valeur ajoutée pour l'agriculture.

Figure 11 : Evolution des prix du lait de vache, des céréales et de la viande ovine (indice 100 en 2000)

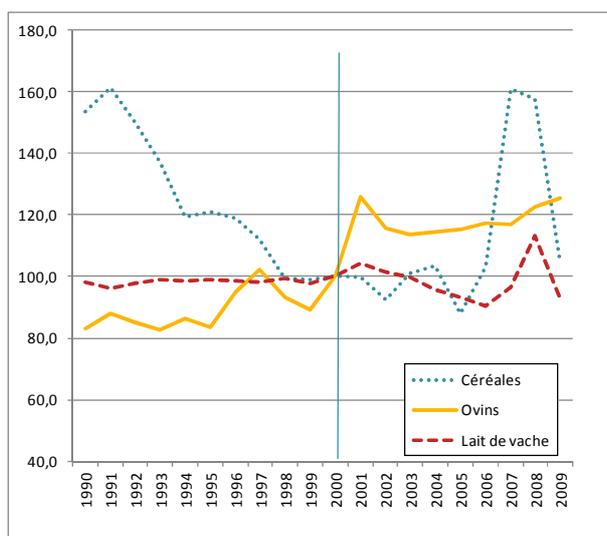
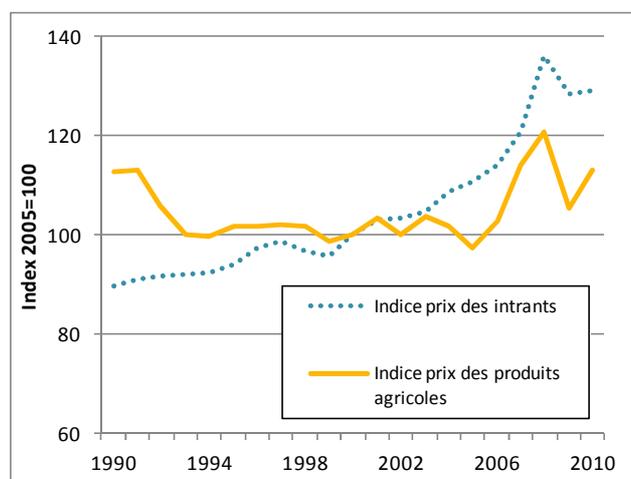


Figure 12 : Evolution des prix agricoles et des prix des intrants sur 1990-2009 (indice 100 en 2000)

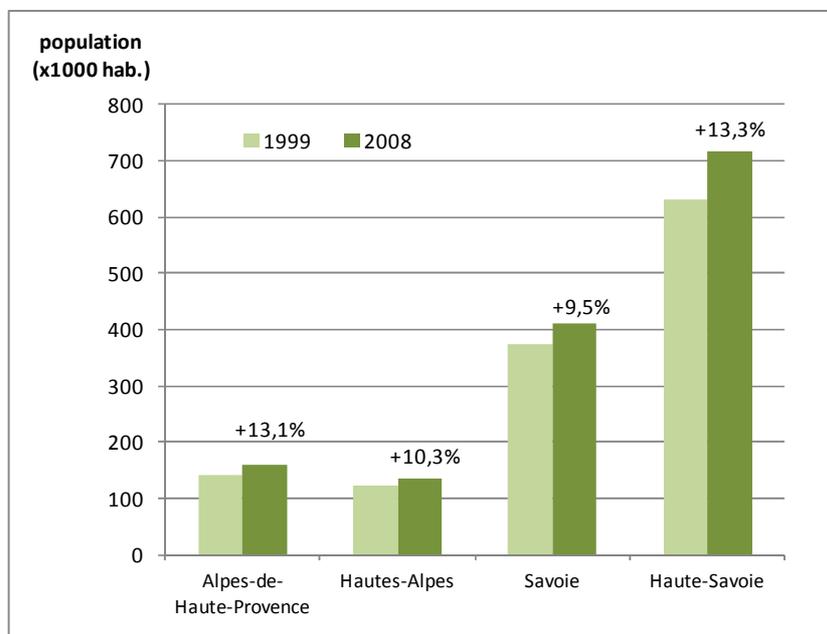


Sources : Agreste. Statistiques agricoles annuelles

3. CONTEXTE TERRITORIAL ET SOCIAL

- Le massif alpin connaît une croissance démographique soutenue. Selon l'INSEE, sur la période 1999-2008, la population a crû de 10 % à 13 % selon les départements alpins (moyenne France : +7 %).

Figure 13 : Evolution du nombre d'habitants des départements alpins 1999-2008



Sources : INSEE

- Sans qu'il soit possible de faire le lien uniquement avec la pression de l'urbanisation, force est de constater que les départements alpins connaissent tous une très forte pression sur le foncier agricole, qui se traduit par un prix des terres agricoles élevé et en forte augmentation sur la période 2003-2010.

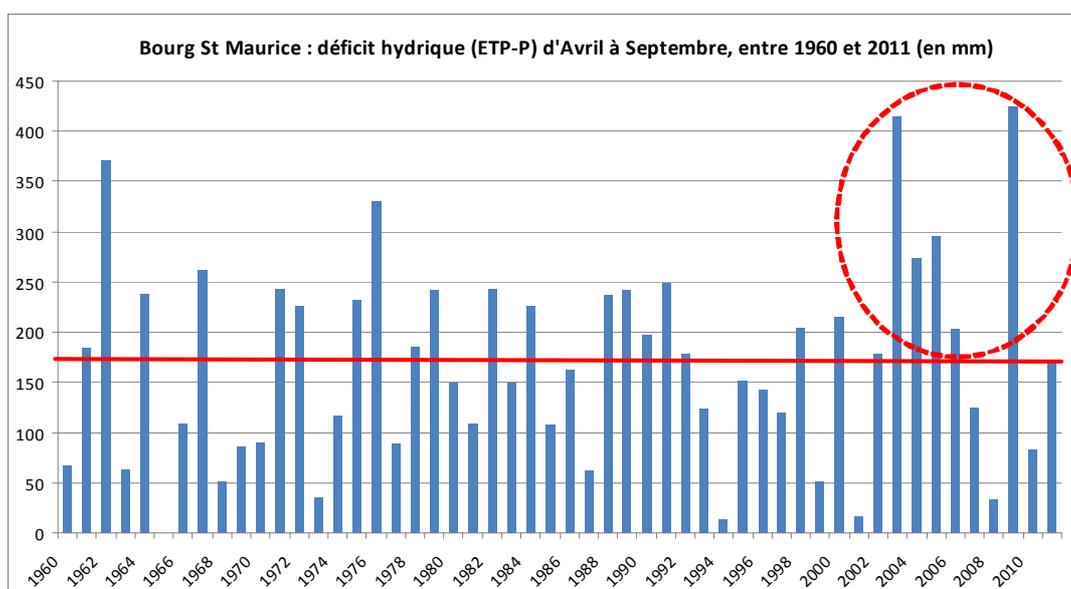
Valeur des terres agricoles (hors vignes) en 2010 et évolution sur la période 2003-2010

Département	Valeur des terres 2010	Évolution 2003-2010
Drôme	6 350€	+ 24%
Isère	5 980€	+ 65%
Savoie	6 230€	+ 30%
Haute-Savoie	9 280€	+ 34%
Alpes de haute-Provence	6 820€	-5%
Hauts-Alpes	11 760€	+ 66%
Alpes maritimes	21 100€	+ 77%
Var	17 780€	+ 54%
Vaucluse	13 230€	+ 17%
France	5 230€	+ 20%

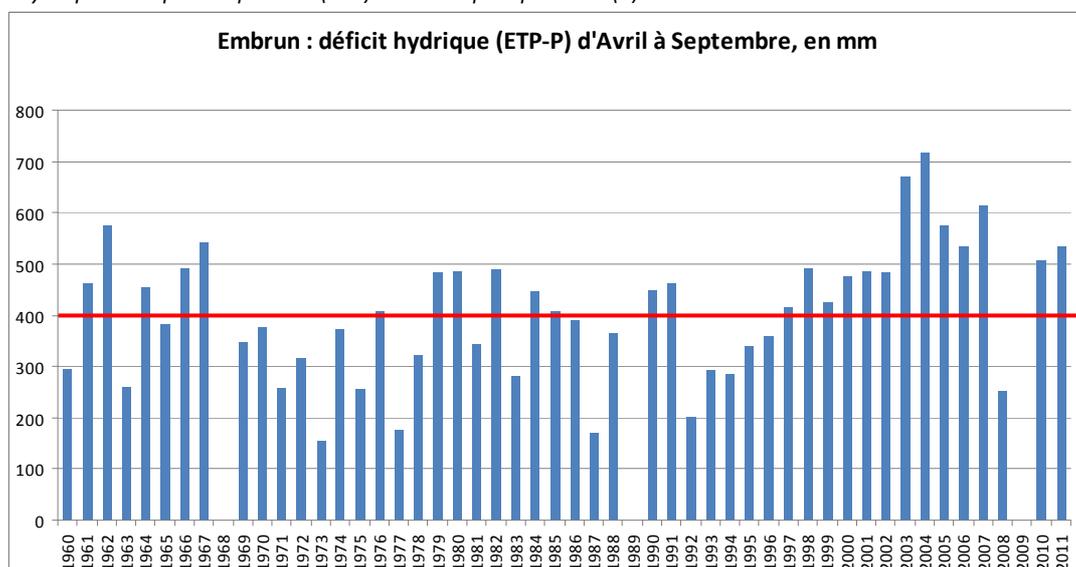
Sources : FNSafer, 2011. Moyennes triennales

4. CONTEXTE CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

- C'est sur la décennie 2000-2010 que les conséquences du **changement climatique** ont commencé à avoir un impact ayant de fortes conséquences sur l'agriculture alpine, même si la hausse des températures moyennes annuelles est observée depuis le début des années 1980. Sur 2000-2010, on observe une augmentation de l'occurrence des épisodes de sécheresses, ainsi qu'un accroissement du déficit hydrique sur la période printemps – été, en particulier sur les Alpes du Sud (voir graphique : Embrun). Les Alpes sont considérées comme un territoire particulièrement vulnérable aux changements climatiques passés et futurs. La complexité de la topographie conduit également à des évolutions différentes selon les territoires.



NB : Déficit hydrique = Evapotranspiration (ETP) moins les précipitations (P)



Sources : Météo France, traitement IRSTEA

- La **prédation** due au loup a augmenté sur la période. Aujourd'hui la population de loups est estimée entre 180 et 200 individus en France. Réapparu en France en 1992 dans le Mercantour, le loup étend depuis de manière continue son aire de prédation (plus de 200 communes sur les 1750 du massif alpin). Celle-ci constitue une pression forte et croissante sur l'activité d'élevage : le nombre d'attaques a augmenté, passant de 400 par an au début des années 2000, à 1085 constats indemnisés en 2010 sur les Alpes, ce qui a représenté 4 177 victimes indemnisées (dont 1396 sur les seules Alpes-Maritimes)².

² Sources : Site de l'Etat français consacré au loup (www.loup.developpement-durable.gouv.fr)

L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE ALPINE ENTRE 2000 ET 2010

1. L'EVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS ALPINES

❖ UNE DIMINUTION PLUS FORTE DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS DANS LES ALPES DU NORD

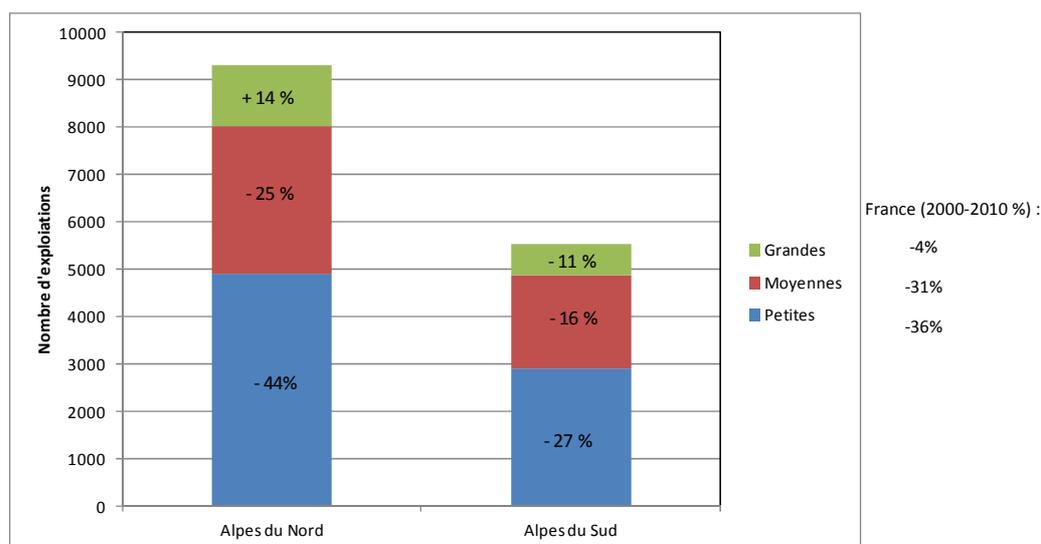
- Entre 2000 et 2010, le nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) a diminué de 30 %, soit une baisse plus forte qu'en moyenne nationale (-26 %). Cette diminution est **nettement plus forte dans les Alpes du Nord** (-34 %) que dans les Alpes du Sud (-21 %). Dans les Alpes du Nord, ceci est lié à la très forte baisse du nombre de petites exploitations (-44 %), alors que le nombre d'exploitations moyennes et grandes baisse un peu moins qu'en moyenne nationale.

Tableau 2 : Nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010

	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
Petites	7 795	-38%	4 892	-44%	2 903	-27%	177 828	-36%
Moyennes + grandes	7 023	-16%	4 404	-17%	2 619	-15%	312 182	-19%
Ensemble des exploitations	14 818	-30%	9 296	-34%	5 522	-21%	490 010	-26%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Figure 14 : Nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010

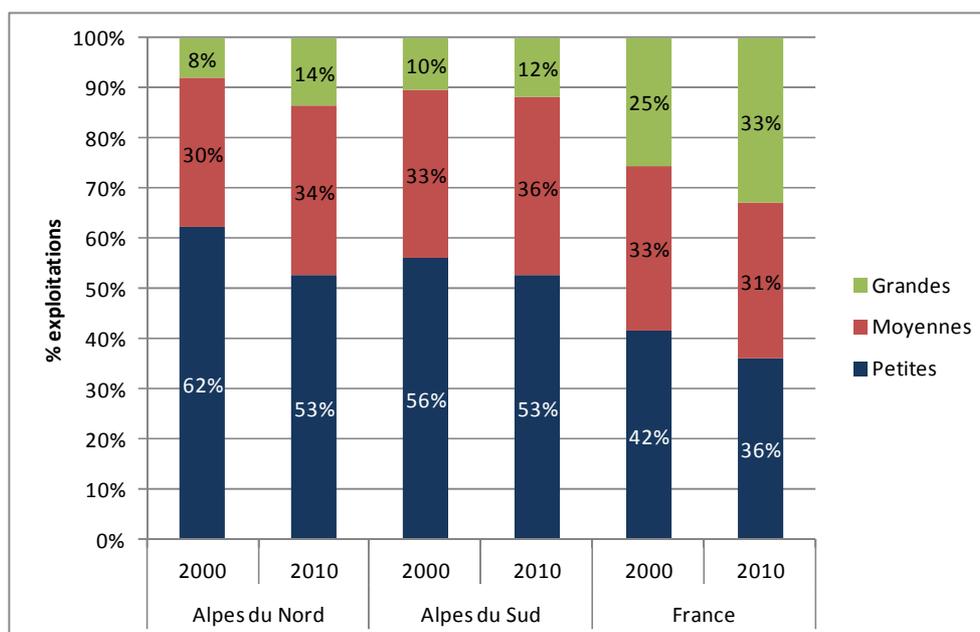


Sources : Agreste. Recensements agricoles.

- Par ailleurs, le nombre de **grandes exploitations** croît légèrement sur les Alpes (+ 4%), alors qu'il baisse au niveau national (-4%). Cette évolution est très différente entre les Alpes du Nord, où le nombre de grandes exploitations augmente assez nettement (+14%), et les Alpes du Sud où il baisse.
- Alors qu'il y a un glissement des petites vers les grandes exploitations dans les Alpes du Nord, dans les Alpes du Sud les exploitations de toutes les dimensions ont diminué et leur poids relatif est resté stable sur 2000-2010.

Au final, en 2010, la répartition des exploitations selon leur dimension économique est devenue similaire entre le nord et le sud.

Figure 15 : Répartition des exploitations selon leur dimension économique



Sources : Agreste. Recensements agricoles.

❖ **UNE EVOLUTION QUI POURSUIT UNE TENDANCE DEJA A L'ŒUVRE DEPUIS 1988**

La diminution du nombre d'exploitations alpines sur la période 2000-2010 s'est faite à un rythme équivalent à la période précédente (environ -3,5 % par an). Si le rythme de diminution s'est ralenti sur les Alpes du Sud (passant de -3,4 % à -2,4 % par an), et ce de manière encore plus sensible qu'en moyenne nationale, il s'est à l'inverse accéléré sur les Alpes du Nord (passant de -3,5 % à -4 % par an).

Figure 16 : Evolution du nombre d'exploitations alpines entre 1998 et 2010

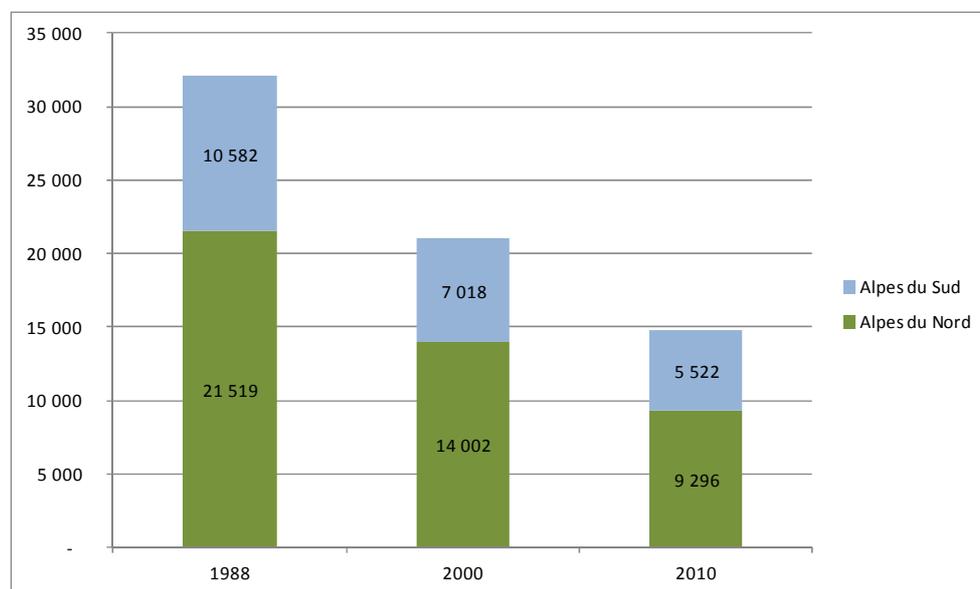


Tableau 3 : Rythme annuel de diminution du nombre d'exploitations

	1988-2000	2000-2010
Alpes du Nord	-3,5%	-4,0%
Alpes du Sud	-3,4%	-2,4%
Alpes	-3,5%	-3,4%
France	-3,5%	-3,0%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

❖ DES EVOLUTIONS DIFFERENTES SELON L'ORIENTATION DES EXPLOITATIONS ET LEUR LOCALISATION

La diminution du nombre d'exploitations est différente selon l'orientation des exploitations. Sur le champ des exploitations moyennes et grandes, celle-ci est forte parmi les exploitations laitières (-25 % alors que la moyenne est de -16 % sur les Alpes toutes orientations confondues). A l'inverse, le nombre d'exploitations en grandes cultures (-7 %) et en élevage ovin (-10 %) diminue beaucoup moins sur la période. Le nombre d'exploitations bovins viande reste stable et en élevage caprin, on assiste même à une augmentation du nombre d'exploitations moyennes et grandes, ce qui traduit une certaine attractivité de cette filière en zone de montagne. En élevage, on assiste à une spécialisation accrue : les élevages bovins mixtes (lait et viande) diminuent fortement, dans les Alpes (-31%) comme en France (-42 %). L'OTEX polyculture-polyélevage reste malgré tout bien représentée dans les Alpes avec 12% des exploitations. Les exploitations équinées (autres herbivores) se développent dans les Alpes (+7 %) alors qu'elles sont en régression dans les autres massifs français.

Tableau 4 : Nombre d'exploitations par Otex et évolution 2000-2010

Champ : exploitations moyennes et grandes

	Alpes		France		France Montagne	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	560	-7%	70 912	-4%	845	0%
Maraîchage	67	-26%	4 436	-15%	214	-6%
Horticulture	162	-23%	6 717	-25%	592	-4%
Viticulture	404	-4%	46 941	-15%	2332	-16%
Fruits	748	-19%	7 951	-24%	1468	-16%
Bovins lait	1 974	-25%	48 171	-32%	12 367	-26%
Bovins viande	382	1%	33 455	-8%	10 407	2%
Bovins mixte	157	-31%	9 374	-42%	2 563	-38%
Ovins	822	-10%	8 698	-16%	5 864	-13%
Caprins	361	+8%	3 716	-1%	1 264	+8%
Autres herbivores	313	+7%	7 896	-10%	2300	-19%
Elevages hors sol	251	-24%	24 685	-22%	1 894	-22%
Polyculture et polyélevage	814	-17%	39 230	-28%	2 766	-19%
Toutes Otex	7 023	-16%	312 182	-19%	44 876	-17%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Tableau 5 : Evolution du nombre d'exploitations par Otex

Champ : exploitations moyennes et grandes

	Alpes du Nord		Alpes du Sud	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	170	-11%	379	-7%
Maraîchage	29	-3%	33	-25%
Horticulture	110	-5%	39	-54%
Viticulture	283	-4%	113	-3%
Fruits	373	-11%	371	-25%
Bovins lait	1 831	-25%	139	-26%
Bovins viande	221	-3%	151	9%
Bovins mixte	121	-20%	27	-63%
Ovins	134	-6%	676	-12%
Caprins	230	+5%	122	+17%
Autres herbivores	185	+7%	115	+7%
Elevages hors sol	186	-23%	56	-28%
Polyculture et polyélevage	476	-19%	330	-14%
Toutes Otex	4 404	-17%	2 619	-15%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Entre les zones de montagne et de haute montagne, l'évolution du nombre total d'exploitations est très proche, mais le nombre d'exploitations moyennes et grandes diminue moins dans les zones de haute montagne (-8%).

Tableau 6 : Nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010

	Alpes		Haute montagne		Montagne	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
Petites	7 795	-38%	1 784	-40%	6 011	-38 %
Moyennes + grandes	7 023	-16%	1 360	-8%	5 663	-18%
Ensemble des exploitations	14 818	-30%	3 144	-29%	11 674	- 30%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

2. L'EMPLOI AGRICOLE DANS LES ALPES

❖ EVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS TOTAUX

L'emploi, mesuré en unités de travail annuel, (UTA) diminue beaucoup moins que le nombre d'exploitations : -17 % d'UTA, en particulier dans l'ensemble des **petites exploitations**, qui voient ainsi leur main d'œuvre augmenter en moyenne (de 0,6 à 0,8 UTA). Cela traduit le fait que ce sont parmi elles les plus petites qui disparaissent le plus. Dans les **exploitations moyennes et grandes**, le nombre d'UTA baisse autant que le nombre d'exploitations.

Tableau 7 : Nombre d'emplois (en UTA) des exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010

	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
Petites	5 984	-18%	3 615	-24%	2 369	-8%	100 075	-19%
Moyennes + grandes	14 233	-16%	9 176	-15%	5 057	-19%	651 294	-19%
Ensemble des exploitations	20 217	-17%	12 791	-17%	7 426	-16%	751 369	-19%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Dans les **Alpes du Sud**, le nombre d'UTA au sein des petites exploitations diminue très peu (-8 %), ce qui est à mettre en relation avec une baisse plus faible du nombre de ces exploitations par rapport aux Alpes du Nord ou à la moyenne française.

❖ UNE MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES ACTIFS AGRICOLES

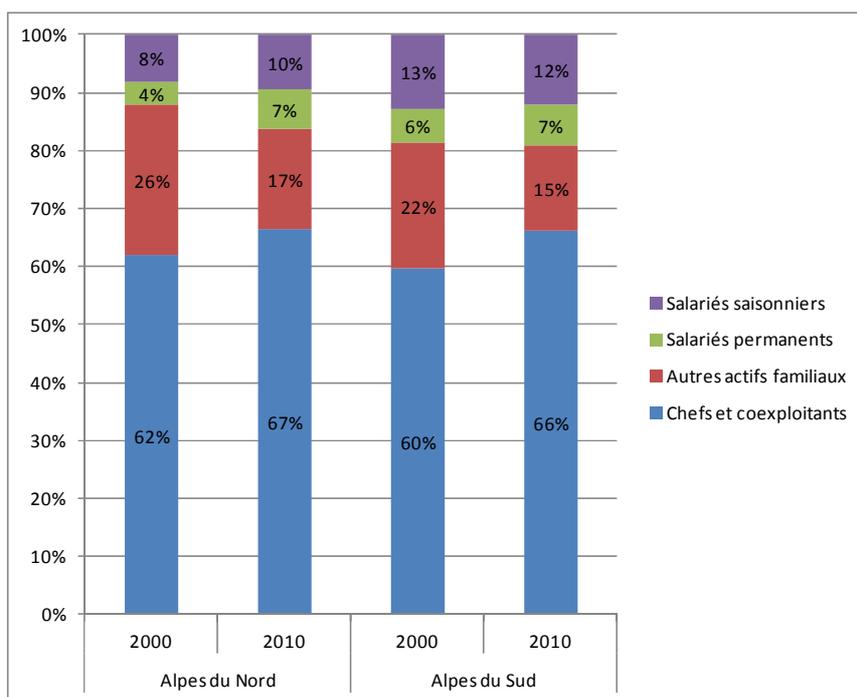
Tableau 8 : Composition de la main d'œuvre des exploitations (en UTA) (ensemble des exploitations)

	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
Chefs d'exploitations et coexploitants	13 358	-12%	8 470	-14%	4 888	-8%	445 772	-17%
Autres actifs familiaux	3 275	-46%	2 181	-47%	1 094	-44%	87 110	-52%
Salariés permanents	1 391	+18%	869	+33%	522	0%	127 891	-7%
Salariés saisonniers	2 110	-13%	1 218	-5%	893	-22%	78 926	-16%

*Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

- Que ce soit dans les Alpes ou au niveau national, la diminution du nombre de **chefs d'exploitations** et de co-exploitants (en équivalent temps plein) est beaucoup moins prononcée que celle du nombre d'exploitations : -12 %. Cela peut sans doute s'expliquer par la progression des formes sociétaires (associant plusieurs exploitants) sur la période. La baisse du nombre de chefs d'exploitations est beaucoup plus marquée sur les Alpes du Nord (-14 %) que dans les Alpes du Sud (-8 % seulement), bien qu'elle reste inférieure à la moyenne nationale.
- La composition de la main d'œuvre agricole évolue sur la période. En particulier, la **main d'œuvre familiale** se recentre fortement sur les chefs d'exploitation, du fait de la très forte baisse des actifs familiaux non exploitants (-46%). La **main d'œuvre salariée** évolue différemment entre le nord et le sud du massif :
 - Dans les Alpes du Nord : une augmentation marquée des salariés permanents (+33%), notamment dans les exploitations laitières, et une légère baisse des saisonniers
 - Dans les Alpes du Sud : une stabilité des salariés permanents et une baisse assez forte du nombre de saisonniers (-22 %), notamment dans les exploitations arboricoles.

Figure 17: Evolution de la composition de la main d'œuvre des exploitations alpines (en % des UTA totaux)



Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

❖ UNE AUGMENTATION DES EXPLOITATIONS EN SOCIÉTÉ

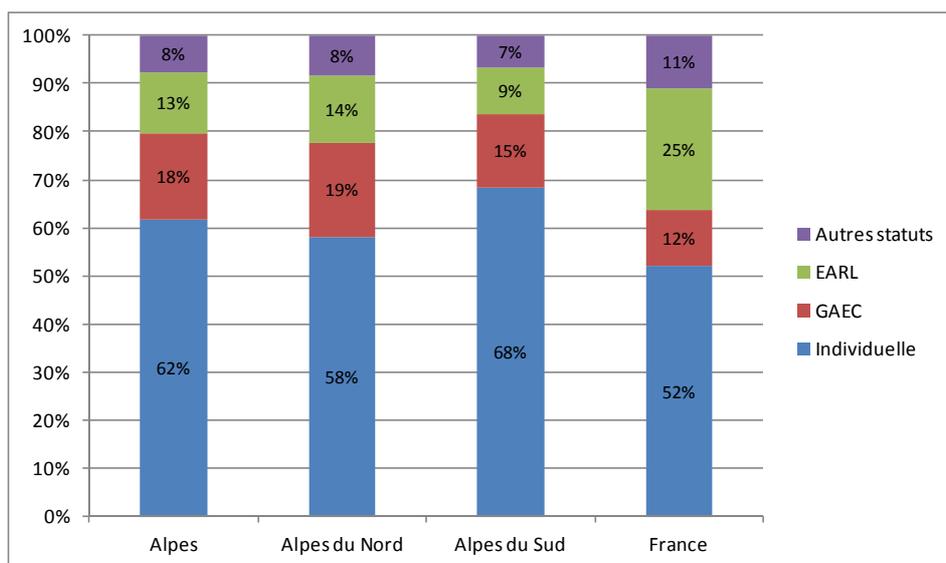
Tableau 9 : Nombre d'exploitations en société

	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
GAEC	1 259	+6%	857	+3%	402	+14%	36 784	-11%
EARL	878	+79%	619	+93%	247	+51%	78 611	+41%
Autres statuts	545	-21%	366	-24%	179	90%	34 712	20%

Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

- Si les GAEC restent prédominants dans le choix de la formule sociétaire, les EARL se sont fortement développées sur la période et particulièrement dans les Alpes du Nord où elles ont presque doublé en dix ans (+93%).
- Le nombre d'exploitations en GAEC a davantage augmenté sur les Alpes du Sud (+14 %) qui partaient d'un niveau plus bas en 2000, le GAEC permettant le plus souvent d'assurer la transmission entre parents et enfants. Dans les Alpes du Nord, le nombre de GAEC augmente légèrement (+3 %), alors qu'il diminue en France.
- Au final, en 2010, le poids des exploitations individuelles reste important dans les Alpes (82 % de l'ensemble des exploitations et 62 % des exploitations moyennes et grandes). Cet écart s'explique surtout par un poids plus faible des EARL (25 % des exploitations en France). Le poids des GAEC est supérieur, ce qui est sans doute lié à la forte spécialisation en élevage.

Figure 18 : Répartition des exploitations selon leur statut en 2010



Champ : exploitations moyennes et grandes
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

❖ DES EXPLOITANTS PLUS AGES EN 2010

Les exploitations alpines sont dirigées en 2010 par des exploitants plus âgés qu'en 2000. Le poids des moins de 35 ans est ainsi passé de 20 % à 13 % de l'ensemble des exploitations. A l'inverse les classes supérieures à 45 ans ont augmenté et représentent plus de 60 % des exploitations (contre 50 % en 2000). Cette évolution est très proche de la moyenne nationale, de même qu'entre les Alpes du Nord et les Alpes du Sud. Au final, en 2010, les exploitations alpines ont un profil d'âge très proche de la moyenne nationale. On note toutefois que le poids des moins de 35 ans est plus élevé dans les Alpes du Nord (14 % contre 10 %).

Figure 19 : Répartition des exploitations alpines selon l'âge du chef d'exploitation : 2000 et 2010

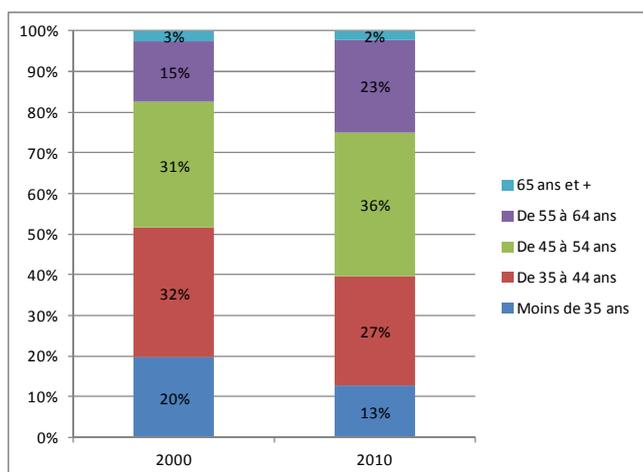
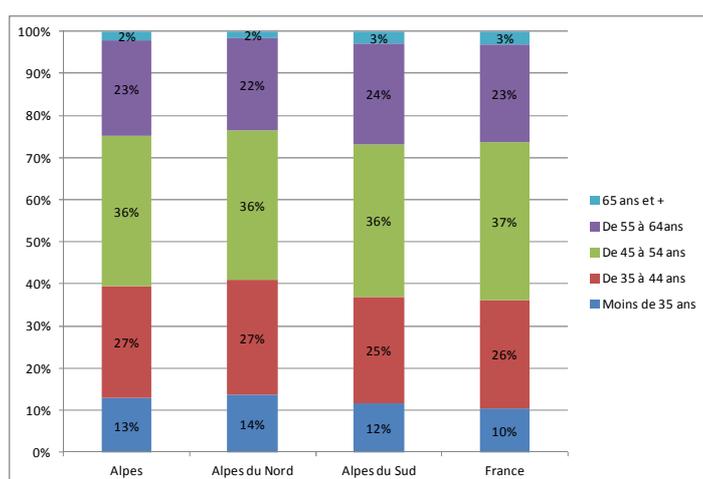


Figure 20 : Répartition des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation en 2010



Champ : exploitations moyennes et grandes
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

La surface moyenne des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation a légèrement évolué entre 2000 et 2010 :

- dans les **Alpes du Nord**, les exploitations détenues par les exploitants âgés de 55 à 64 ans sont désormais plus nombreuses, mais aussi plus grandes en SAU (de 46 ha à 67 ha). Alors que ces exploitations étaient plus petites que la moyenne en 2000, ce n'est plus le cas en 2010.
- à l'inverse, dans les Alpes du Sud, c'est la taille moyenne des exploitations dont les chefs ont moins de 35 ans qui tend à diminuer (101 à 88 ha). Les jeunes s'installent donc en moyenne, sur de plus petites surfaces. Ce phénomène peut être mis en relation avec les projets d'installation privilégiés par les jeunes s'installant hors cadre familial, avec des productions demandant moins d'investissements, moins de surfaces et basées sur la recherche de valeur ajoutée : maraichage, équitation, caprins et ovins lait, apiculture... L'augmentation du prix du foncier sur la période y a peut-être également contribué.

Tableau 10 : Surface moyenne des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation en 2000 et 2010

	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud	
	2000	2010	2000	2010	2000	2010
Moins de 35 ans	80	82	65	76	101	88
De 35 à 44 ans	75	80	63	70	95	97
De 45 à 54 ans	69	77	58	69	86	89
De 55 à 64 ans	59	75	46	67	83	86
65 ans et +	47	54	30	50	77	58
Tous âges	71	77	59	70	93	90

*Champ : exploitations moyennes et grandes
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

❖ LA PLURIACTIVITE SE MAINTIENT

La proportion d'exploitations dont le chef est pluriactif est restée à peu près stable sur 2000-2010, passant de 32 % à 30 % des exploitations. Ce poids est plus important qu'en moyenne nationale, en particulier sur la haute montagne. La pluriactivité apparaît comme une spécificité alpine, au regard des autres zones de montagne françaises, où le poids de la pluriactivité n'est pas plus important qu'en plaine. Dans les Alpes, celle-ci concerne particulièrement les exploitations spécialisées en bovins viande, ovin viande et grandes cultures (40 % à 50 % d'exploitations pluriactives). Les exploitations laitières bovines sont moins souvent pluriactives, sauf en zone de haute montagne, sans doute du fait de plus faibles disponibilités en main d'œuvre.

Tableau 11 : Part des exploitations dont le chef est pluriactif en 2010 selon les zones

	Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	haute montagne	Montagne	haute montagne	Montagne	Montagne	Plaine
Part des exploitations avec chef pluriactif	43%	31 %	31%	22%	24%	23%

*Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

Tableau 12 : Nombre d'exploitations dont le chef est pluriactif en 2010 et poids dans l'ensemble des exploitations

	Alpes du Nord		Alpes du Sud	
	Nb exp.	%	Nb exp.	%
Grandes cultures	489	48%	295	30%
Fruits	270	32%	317	26%
Viticulture	97	22%	32	18%
Bovin lait	441	21%	18	11%
Bovin viande	391	45%	82	28%
Ovins	240	42%	249	24%
Caprins	72	20%	24	12%
Bovin mixte	66	29%	4	10%
Autres herbivores	413	48%	114	30%
Elevage hors sol	103	30%	19	20%
Polyculture et poly-élevage	404	31%	180	24%

Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

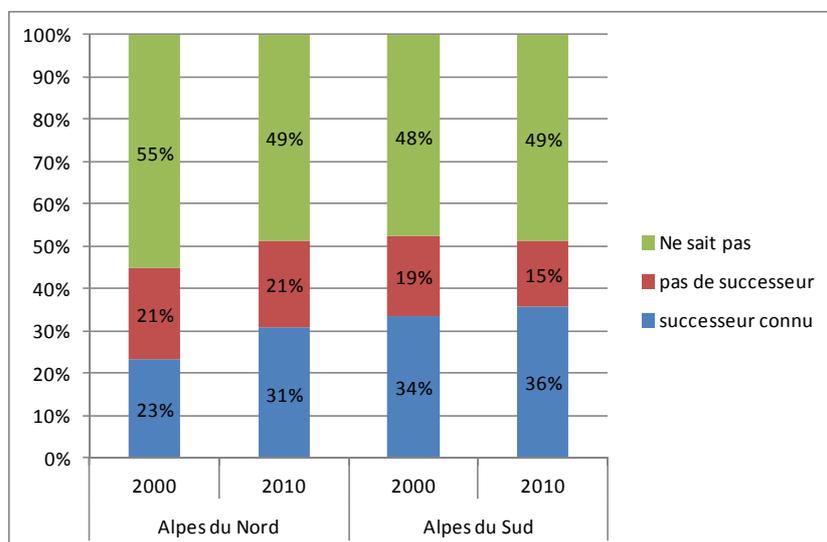
❖ UNE SUCCESSION DES EXPLOITATIONS QUI SEMBLE MIEUX ASSURÉE

Les données sur la succession présentées ici ne concernent que les chefs d'exploitation nés avant 1960 (donc ayant plus de 50 ans à la date du recensement). Elle est analysée en distinguant trois réponses possibles : successeur connu (y compris par un coexploitant), pas de successeur connu (le chef pense que l'exploitation va disparaître), ne sait pas.

En 2010, dans les Alpes comme en France, la moitié des exploitations dont le chef a plus de 50 ans, ne sait pas s'il aura une succession et la proportion d'exploitations avec « successeur connu » est de 33 %. Dans les **Alpes du Nord**, la proportion de « successeur connu » augmente significativement en 10 ans (de 23 % à 31%); la part des « sans successeur » est stable (21 %), celle des « ne sait pas » en baisse. Dans les **Alpes du Sud**, la proportion d'exploitations avec succession prévue est plus forte (36 %), mais a peu augmenté sur 2000-2010. Par contre, la part d'exploitations n'ayant pas de successeurs a diminué.

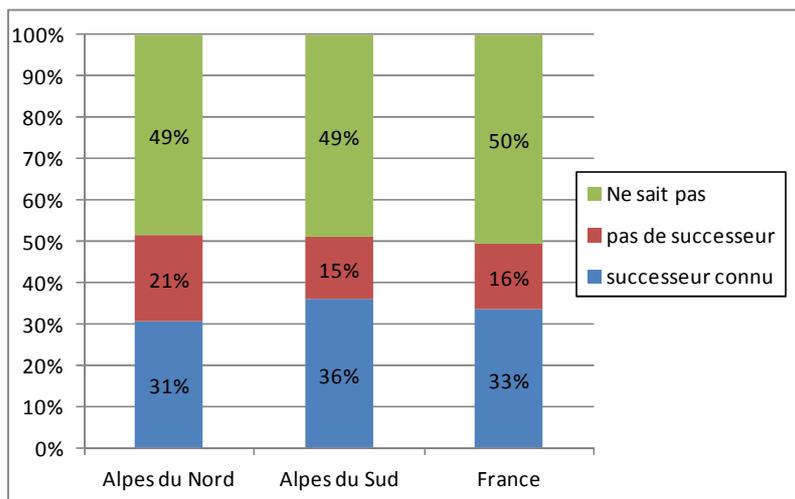
La proportion d'exploitations ayant répondu qu'elles avaient un « successeur connu » diffère selon la **spécialisation** des exploitations (Otex) : elle est légèrement plus forte en arboriculture, viticulture et bovins lait notamment. Enfin, la zone de haute montagne semble plus fragile avec près d'un quart des exploitations de **haute montagne** n'ayant pas de successeur connu.

Figure 21 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non



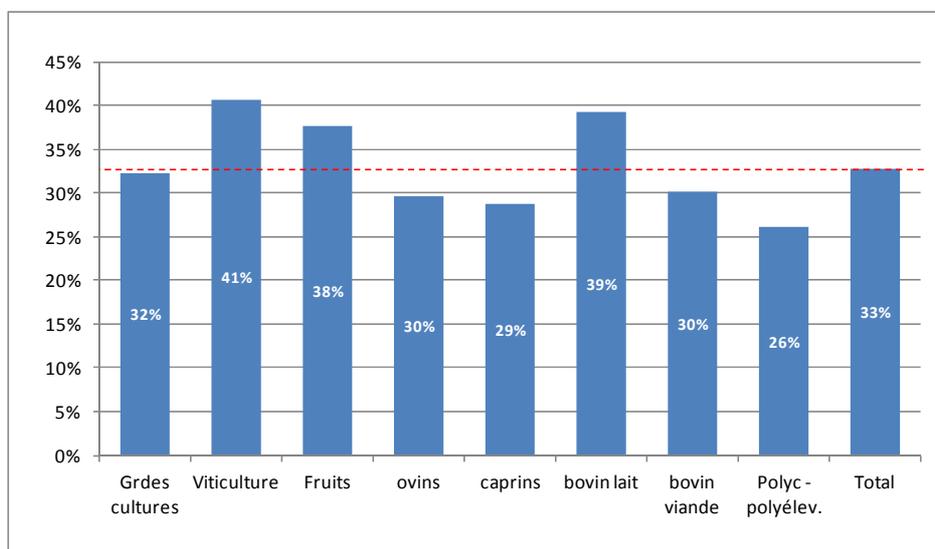
Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Figure 22 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non en 2010



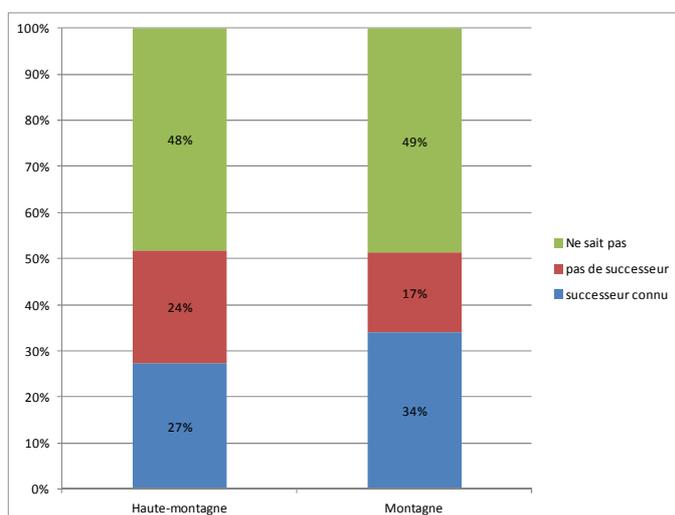
Champ : ensemble des exploitations. Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Figure 23 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non en 2010



Champ : ensemble des exploitations. Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Figure 24 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non en 2010



Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

3. L'ÉVOLUTION DES SURFACES AGRICOLES DU MASSIF ALPIN

❖ UNE ANALYSE DIFFICILE

Comme toutes les données des recensements, les surfaces cultivées sont rapportées aux sièges des exploitations, quelle que soit la localisation géographique des parcelles ; il n'est donc pas possible d'établir de correspondance entre les résultats du recensement et l'occupation physique du territoire ; il est également difficile d'analyser l'évolution des surfaces à une échelle fine (communale par exemple), du fait des restructurations.

Les **alpages et parcours**, qui représentent une part importante de la surface agricole dans les Alpes, posent de nombreuses difficultés spécifiques :

- ils sont souvent utilisés de façon collective : comment éviter les comptes multiples ou les omissions ? Le principe du recensement est de rattacher les pâturages collectifs aux groupements pastoraux, considérés alors comme des exploitations particulières ; s'agissant d'une innovation du recensement 2010, des omissions dans l'inventaire des structures collectives de gestion semblent possibles : en effet, l'estimation par le recensement des surfaces collectives (258 600 ha) est sensiblement inférieure à celle réalisée par le réseau des services pastoraux des Alpes (313 800 ha en 2009) ;
- les surfaces collectives n'ayant pas été recensées en 2000, seule l'évolution des surfaces individuelles peut être reconstituée entre 2000 et 2010 ;
- le statut individuel/collectif n'est pas figé : jusqu'en 2000 des parcours collectifs sont devenus individuels, après « lotissement » entre les utilisateurs ;
- mais le mouvement contraire est possible (passage d'un statut individuel à collectif) : il serait devenu la tendance dominante sur la période 2000-2010 (peut-être afin d'optimiser les aides de la PAC), amplifiant ainsi artificiellement l'évolution à la baisse des surfaces agricoles ;
- enfin, des effets déclaratifs plus ou moins liés à la PAC ou simplement à une nomenclature foisonnante (surfaces toujours en herbe, surfaces toujours en herbe peu productives, prairies permanentes, prairies temporaires, prairies artificielles...) peuvent biaiser l'inventaire détaillé des types de cultures.

❖ UNE DIMINUTION SIGNIFICATIVE DES SURFACES AGRICOLES

Au vu des réserves ci-dessus, l'évolution des surfaces toujours en herbe peu productives (qui correspondent pour l'essentiel aux alpages et parcours) paraît trop incertaine pour être prise en compte : **l'analyse se fonde donc sur l'évolution de la SAU hors STH peu productives.**

Sur la base de cet indicateur, il est possible de conclure à une **baisse significative des surfaces agricoles sur le massif alpin, d'environ -5% (soit 22 000 ha)**, alors que cette baisse est de -3 % sur l'ensemble de la France. La perte de SAU productive est plus forte dans les Alpes du sud (-7 %) que dans les Alpes du Nord (-5 %).

Ces chiffres (ainsi que ceux présentés dans le tableau suivant) concernent les zones de montagne et haute montagne uniquement. Les zones de plaine du massif alpin perdent aussi 10 000 ha de SAU productive (soit une baisse de 9 %). Etant donné le caractère fortement urbain ou périurbain de ces zones, cette baisse est sans doute très liée à la consommation de foncier par l'urbanisation.

Globalement, la perte de foncier sur les Alpes, est donc bien supérieure à la moyenne nationale.

Tableau 13 : Surfaces agricoles du massif alpin (zone montagne) en 2010 en hectares et évolutions entre 2000 et 2010. Hors surfaces collectives.

En Ha	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
Céréales	65 682	-11%	33 902	-7%	31 780	-15%	9 225 074	+2%
Cultures industrielles	876	-38%	478	-34%	399	-42%	596 814	-7%
Oléagineux, protéagineux	5 897	-32%	2 574	-36%	3 323	-28%	2 691 877	+7%
Plantes à parfums (PPAM)	16 104	-4%	3 455	-12%	12 649	-1%	39 671	+20%
Légumes	1 860	+26%	613	+34%	1 247	+22%	220 833	-15%
Fourrages annuels	8 867	-3%	6 253	-17%	2 614	+62%	1 435 286	0%
Prairies permanentes	188 646	-5%	152 224	-4%	36 422	-9%	6 250 526	-10%
Prairies temporaires	80 497	+7%	40 999	+3%	39 498	+13%	3 472 780	+7%
STH peu productives	278 098	/ *	127 567	/ *	150 531	/ *	1 383 869	-1%
Fruits à noyaux	5 545	-13%	2 403	-12%	3 142	-13%	77 359	-14%
Fruits à pépins	4 575	-11%	829	-10%	3 746	-11%	68 656	-16%
Noyers	5 064	+9%	4 976	+9%	89	-	21 503	+19%
Autres fruits	204	-9%	144	+100%	60	-60%	16 703	-22%
Vignes d'appellation	5 332	-4%	3 572	+4%	1 760	-15%	483 106	-11%
Autres vignes	1 485	-27%	652	-41%	833	-9%	305 556	-11%
Autres cultures permanentes	953	+6%	514	+40%	439	-18%	26 494	+21%
Jachères	5 780	-50%	1 682	-56%	4 098	-47%	623 664	-49%
SAU TOTALE	678 057	/ *	383 323	/ *	294 734	/ *	26 965 398	-3%
SAU hors STH peu productives	397 367	-5%	255 269	-5%	142 098	-7%	25 555 901	-3%

* : L'évolution des surfaces en « STH peu productives », et par conséquent l'évolution de la SAU totale, paraît trop incertaine pour être prise en compte.

Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

❖ UNE LEGERE EVOLUTION DES TYPES DE SURFACES AGRICOLES

L'occupation des sols par l'agriculture (productions végétales et fourrages) est restée relativement stable sur la période 2000-2010.

Les principales évolutions concernent les surfaces occupées par l'élevage :

- Une augmentation des surfaces en **prairies temporaires** (+5 500 ha ; +7 %), essentiellement dans la zone montagne des Alpes du Sud. Elles restent stables en haute montagne et dans les Alpes du Nord.
- Une diminution plus importante des surfaces en **prairies permanentes** (-9 000 ha), qui ne peut donc pas s'expliquer uniquement par un retournement au profit des prairies temporaires. Cette baisse peut aussi s'expliquer par les effets de l'urbanisation et/ou par un effet déclaratif avec changement de dénomination entre prairie naturelle et temporaire. L'augmentation sur la haute montagne des Alpes du Nord est surprenante et sans doute due à un effet de déclarations lors des enquêtes (alpages considérés désormais comme prairies ?).
- Les surfaces en **fourrages annuels** diminuent globalement à l'échelle du massif. En fait, elles augmentent fortement sur les Alpes du Sud, et diminuent sur les Alpes du Nord.

Dans la montagne des Alpes du Sud, **les systèmes fourragers** semblent avoir fortement évolué sur la période avec 23 % d'augmentation des prairies temporaires au détriment des grandes cultures et une augmentation des fourrages annuels. Les trois années successives de sécheresse (2005 à 2007) peuvent

sans doute expliquer cette adaptation permettant de sécuriser les stocks fourragers. Les systèmes fourragers semblent plus stables dans les Alpes du nord et en zone de haute-montagne.

Par ailleurs, les surfaces en **céréales** (-11 000 ha ; -12 %) baissent significativement sur l'ensemble du massif, alors qu'elles ont légèrement augmenté en France. Les surfaces en **maraîchage** augmentent nettement (+26 % dans les Alpes), pour répondre à l'augmentation des besoins sur les marchés locaux de niches.

Concernant **les productions fruitières**, les évolutions ont été différentes selon les types de produits :

- les surfaces en fruits à pépins (pommes-poires) et en fruits à noyau (pêches, etc.) ont diminué respectivement de 11 % et de 13 %, soit une évolution très proche de la moyenne nationale et liée à des difficultés économiques ou des problèmes sanitaires (sharka).
- A l'inverse, les surfaces en noyers ont progressé (+9 %), profitant du dynamisme du marché de la noix, mais à un rythme moins soutenu qu'en moyenne française (+19 %).

Tableau 14 : Surfaces agricoles (hectares) et évolutions entre 2000 et 2010. Hors surfaces collectives.

	Alpes du Nord				Alpes du Sud			
	Montagne		Haute montagne		Montagne		Haute montagne	
	2010	2000-2010 (%)	2010	2000-2010 (%)	2010	2000-2010 (%)	2010	2000-2010 (%)
Grandes cultures	39 724	-10%	685	-7%	44 357	-12%	3 793	-23%
Légumes	609	+34%	-	-	1 183	+21%	64	-
Fourrages annuels	6 144	-17%	109	-	2 177	+88%	437	-5%
Prairies permanentes	119 502	-6%	32 723	+5%	17 491	-6%	18 930	-11%
Prairies temporaires	39 432	+3%	1 567	-3%	27 442	23%	12 056	-5%
Fruits	8 309	0%	42	-	6 959	-13%	78	-
Vignes	4 221	-7%	-	-	2 582	-13%	-	-

Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

❖ UNE BAISSÉ DES SURFACES IRRIGABLES

En 2010, on compte, dans les zones de montagne, 30 000 hectares de surfaces irriguées pour 40 500 ha de surfaces irrigables à l'échelle des Alpes (à cela s'ajoutent 15 000 ha irrigués dans les zones de plaine du massif alpin). Le poids de l'irrigation et le type de surfaces irriguées sont très différents selon la zone :

- Dans les Alpes du Sud, 16 % des surfaces productives sont irriguées (dont l'herbe et des fourrages annuels pour 48 %, des grandes cultures pour 22 %, et des fruits pour 20 %).
- Pour les Alpes du Nord, 3 % des surfaces productives sont irriguées avec une répartition différente : 32 % de grandes cultures, 30 % de fruits et 28 % d'herbe et fourrages annuels.

L'irrigation a reculé sur le massif alpin par rapport à 2000 (de 10 %), principalement dans les Alpes du Sud (-14%). Cela peut sembler étonnant vis-à-vis du contexte de changement climatique, et donc de besoins croissants pour l'agriculture. Plusieurs explications peuvent être avancées : diminution de l'irrigation gravitaire, augmentation du coût de l'irrigation, augmentation des contraintes réglementaires, perte de foncier lié à l'urbanisation, etc. La répartition des surfaces irriguées montre que cette diminution concerne en premier lieu l'irrigation des céréales et des autres fourrages (prairies). Les surfaces irriguées en maraîchage ont par contre augmenté.

A contrario, on observe une augmentation des surfaces irriguées et irrigables en zone de haute montagne des Alpes du Nord : si les surfaces en valeur absolue sont à considérer avec précaution (petites surfaces), cela correspond néanmoins à une tendance observée sur le terrain (hautes vallées internes de la Savoie).

Tableau 15 : Surfaces agricoles irriguées et irrigables en 2010 (ha) et évolution par rapport à l'année 2000 (%)

	Surfaces irriguées		Surfaces irrigables	
	en 2010 (ha)	Evolution 2000/2010 (%)	en 2010 (ha)	Evolution 2000/2010 (%)
Alpes	29 893	-9%	40 531	-10%
<i>Haute montagne</i>	5 864	-13%	7 197	-19%
<i>Montagne</i>	24 029	-8%	33 334	-7%
Alpes du Nord	7 446	7%	9 377	-8%
<i>Haute montagne</i>	1 173	103%	1 216	58%
<i>Montagne</i>	6 273	-1%	8 161	-13%
Alpes du Sud	22 447	-13%	31 154	-10%
<i>Haute montagne</i>	4 691	-24%	5 980	-26%
<i>Montagne</i>	17 756	-10%	25 174	-5%

*Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

Tableau 16 : Surfaces agricoles irriguées par cultures en 2010 et comparaison avec l'année 2000

	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud	
	2010 (Ha)	2000-2010 (%)	2010 (Ha)	2000-2010 (%)	2010 (Ha)	2000-2010 (%)
Maïs grain et semence	2 507	-33%	1 703	-10%	804	-57%
Autres céréales et oléop.	4 646	-13%	591	-31%	4055	-9%
Maïs fourrage et ensilage	893	-28%	393	-19%	500	-34%
Autres fourrages (prairies essentiellement)	11 875	-12%	1 661	+15%	10214	-15%
Légumes	1475	+30%	398	+29%	1077	+31%
Fruits	6 610	0%	2 180	+43%	4430	-13%
Autres cultures	1 572	+33%	346	-12%	1227	+56%
Total	29 578	-10%	7272	+5%	22307	-14%

*Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

4. L'EVOLUTION DES DIFFERENTS CHEPTELS ALPINS

Tableau 17 : Effectifs d'animaux et nombre d'exploitations en détenant (en 2010) sur le massif alpin (zone montagne)

	Nombre de têtes	Nombre d'exploitations détentrices
Vaches laitières	95 605	2 831
Vaches viande	33 727	2 060
Total bovins	287 135	4 924
Brebis laitières	11 855	127
Brebis viande	520 529	2 870
Total ovins	693 157	3 000
Chèvres	50 940	1 517
Total caprins	67 037	1 555
Total équidés	17 364	2 551
Truies mères	2 699	92
Total porcins	39 714	495
Total volailles	2 425 086	2 816

*Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

- Le cheptel de **vaches laitières** a diminué de 11 % entre 2000 et 2010, soit autant qu'en moyenne française. Toutefois, alors qu'au niveau national cette baisse est liée essentiellement à l'augmentation de la productivité des vaches laitières pour une production qui reste assez stable, dans les Alpes, cela traduit différentes dynamiques au sein du massif :
 - Dans les Alpes du Sud, le cheptel diminue très fortement (-25 à -30 %), ce qui traduit plutôt une dynamique de déclin progressif de la filière et une baisse de la production.
 - Dans les zones de montagne des Alpes du Nord, la dynamique est la même qu'au niveau national, alors que dans les zones de haute montagne, le cheptel est stable, en particulier du fait d'une augmentation (+ 5 %) sur la zone de haute montagne de la Savoie (aire de l'AOP Beaufort³).
- Le cheptel de **brebis allaitantes** a diminué de 6 % sur les Alpes, soit une baisse plus limitée qu'au niveau national (-20 %), où le déclin de la filière ovine française est inquiétant. Dans les **Alpes du Sud**, où l'élevage ovin est prédominant, la diminution du cheptel de brebis est surtout marquée sur les zones de montagne (où des alternatives de production existent, notamment vers les céréales), alors que celui-ci est stable en haute montagne (où il y a très peu d'alternatives à l'élevage ovin). Dans les **Alpes du Nord**, le cheptel de brebis est assez stable, voire augmente légèrement en haute montagne.
- Le **cheptel caprin** a connu une croissance, notamment dans les Alpes du Sud. Il faut voir là le cumul d'une dynamique favorable de la production fermière de fromages sur le massif alpin, une relative stabilité dans les zones où les exploitations sont davantage en production laitière, associée à une collecte (stabilité du cheptel sur la zone Drôme) et l'impact positif du passage de l'ICHN de l'UGB à l'ha pour ce type de production, en tout cas dans les Alpes du Sud⁴.

³ La production par vache étant limitée par le cahier des charges AOP Beaufort, l'augmentation constatée de la production laitière s'est faite grâce à une croissance du cheptel

⁴ Ces exploitations utilisant souvent des surfaces extensives, atteignaient rarement le plafond primable de 50 UGB, mais atteignent désormais le plafond de 50 ha.

- Le cheptel de **vaches allaitantes** a régressé plus fortement sur les Alpes (-9 %) qu'à l'échelle nationale (-5 %). Cette dynamique moins favorable est très liée à la forte diminution du nombre de vaches allaitantes dans les zones de haute montagne, où elles deviennent très peu nombreuses. La tendance s'est inversée par rapport à la période précédente, pendant laquelle l'élevage allaitant avait fortement augmenté. Elle est très différente selon les territoires du massif : -17 % sur les Savoie et les Hautes-Alpes, -3 % en Isère et dans les Alpes de Haute-Provence.
- Le nombre de **chevaux et autres équidés** n'a que très légèrement augmenté à l'échelle du massif alpin. Il a en fait diminué dans les Alpes du Nord, alors qu'il augmente nettement dans les Alpes du Sud (+27 %).
- Les **brebis laitières**, qui représentent encore un cheptel très modeste à l'échelle alpine, ont fortement progressé sur la période. Le cheptel a plus que doublé, passant de 5 400 à 11 800 brebis, et le nombre d'exploitations de 70 à 120. Il faut y voir l'apparition d'une « nouvelle niche » de production sur le massif alpin, de surcroît mieux adaptée à la présence du loup (cheptels plus petits et gardés en permanence à proximité des bâtiments).

Tableau 18 : Effectifs d'animaux des différents cheptels en 2010 (en têtes) et évolutions entre 2000 et 2010 (%)

En têtes	Alpes		Alpes du Nord		Alpes du Sud		France	
	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)	2010	Evol. 2000-10 (%)
Vaches laitières	95 605	-11%	89 479	-10%	6 111	-27%	3 717 391	-11%
Vaches viande	33 727	-9%	22 515	-9%	11 212	-11%	4 100 105	-5%
Total bovins	287 135	-3%	241 216	-2%	45 919	-5%	19 411 745	-4%
Brebis laitières	11 855	+120%	5 080	+154%	6 725	+128%	1 387 328	+1%
Brebis viande	520 529	-6%	130 041	-1%	390 488	-7%	4 143 455	-20%
Chèvres	50 940	+3%	33 083	+1%	17 849	+6%	977 025	+16%
Equidés	17 364	+2%	11 297	-8%	6 067	+27%	431 861	-4%
Truies mères	2 699	-12%	707	-56%	936	-29%	1 115 348	-8%
Porcins	39 714	-36%	25 728	-37%	12 101	-43%	13 825 958	-7%
Volailles	2 425 086	-5%	2 274 214	+5%	150 872	-63%	292 309 843	+1%

Champ : ensemble des exploitations. Sources : Agreste. Recensements agricoles.

Tableau 19 : Effectifs d'animaux des différents cheptels en 2010 (en têtes) selon les zones et évolutions entre 2000 et 2010 (%)

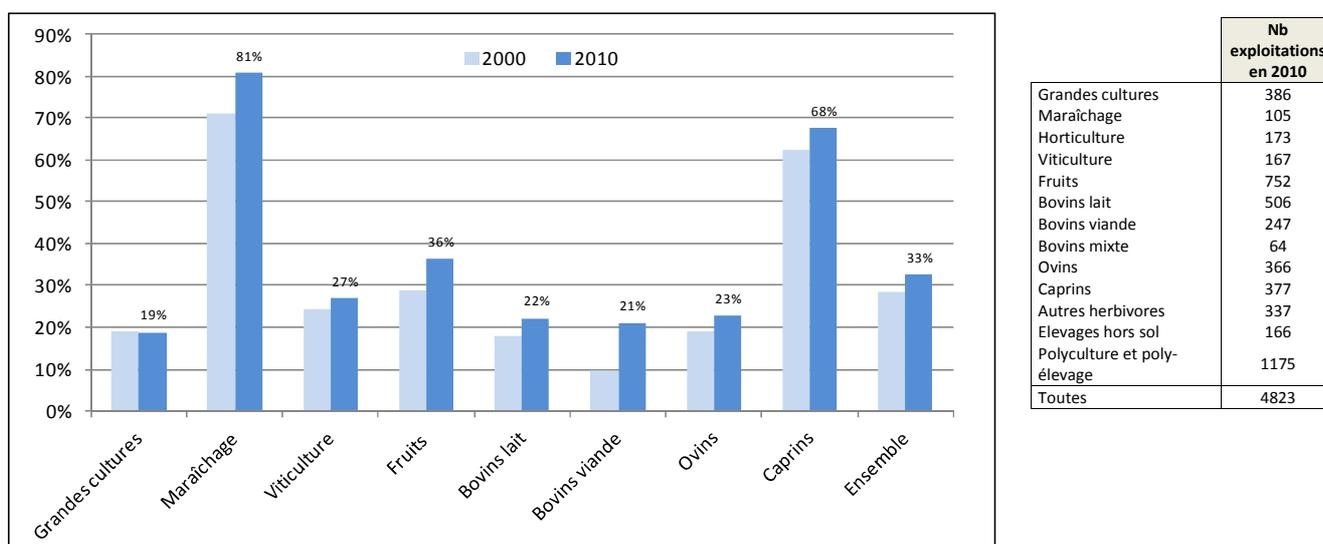
Têtes	Alpes du Nord				Alpes du Sud			
	Montagne		Haute montagne		Montagne		Haute montagne	
	2010	2000-2010 (%)	2010	2000-2010 (%)	2010	2000-2010 (%)	2010	2000-2010 (%)
Vaches laitières	69 678	-12%	19 801	0%	2 338	-29%	3 773	-26%
Vaches viande	20 407	-6%	2 108	-32%	4 961	-2%	6 251	-16%
Total bovins	199 575	-3%	41 641	0%	18 846	-4%	27 073	-6%
Brebis laitières	3 370	111%	1 710	325%	4 262	269%	2 463	37%
Brebis viande	95 708	-2%	34 333	3%	211 399	-11%	179 089	-2%
Total ovins	130 941	-4%	47 469	1%	274 805	-19%	239 942	-13%
Chèvres	26 161	-1%	6 922	12%	12 688	9%	5 161	-2%
Total caprins	34 653	-5%	9 040	12%	16 456	11%	6 879	-4%
Total équidés	9 661	-6%	1 636	-15%	4 118	37%	1 949	10%
Truies mères	698	-56%	<10		326	-59%	610	13%
Total porcins	25 442	-35%	286	-80%	5 190	-58%	6 911	-22%
Total volailles	2 264 393	6%	9 821	-31%	137 010	-64%	13 862	-46%

Champ : ensemble des exploitations. Sources : Agreste. Recensements agricoles.

5. UNE PROGRESSION DE LA VENTE DIRECTE DEPUIS 2000

En 2010, 33 % des exploitations alpines de montagne et haute montagne (soit 4 800 exploitations) pratiquent la vente directe. Cette proportion est en progression depuis 2000 (28 % des exploitations) et est observée pour presque toutes les orientations d'exploitations, mais des différences importantes subsistent entre OTEX. Le maraîchage se pratique ainsi essentiellement associé à la vente directe. Au sein de l'élevage, près de 70 % des exploitations caprines vendent en direct, alors que cela concernent moins d'un quart des exploitations dans les autres productions. La proportion d'exploitations bovines viande pratiquant la vente directe a doublé en 10 ans, passant de 10 % à 20 %.

Figure 25 : Proportion d'exploitations pratiquant la vente directe par OTEX, en 2000 et 2010



	Nb exploitations en 2010
Grandes cultures	386
Maraîchage	105
Horticulture	173
Viticulture	167
Fruits	752
Bovins lait	506
Bovins viande	247
Bovins mixte	64
Ovins	366
Caprins	377
Autres herbivores	337
Elevages hors sol	166
Polyculture et poly-élevage	1175
Toutes	4823

Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

La proportion d'exploitations pratiquant la vente directe est la même **entre les Alpes du Nord et les Alpes du Sud**. Toutefois, par filière, celle-ci est plus importante dans les Alpes du Nord pour : les exploitations ovines (35% contre 16% dans les Alpes du Sud) et la viticulture (32 % contre 13 %).

6. AGRICULTURE BIOLOGIQUE : UNE PROGRESSION DIFFERENTE SELON LES PRODUCTIONS

Nota bene : les analyses suivantes sont basées sur les données provisoires 2010.

- En 2010, 8 % des exploitations et 9,5 % des surfaces agricoles alpines sont en agriculture biologique. Elles ont chacune plus que doublé entre 2000 et 2010, soit une progression assez proche de la moyenne nationale.
- Le poids de l'agriculture biologique dans les Alpes est deux fois plus important qu'en moyenne nationale (8 % contre 4 % des exploitations). Ceci s'explique notamment par le poids historiquement important de « la bio » dans le département de la Drôme : 22 % des exploitations et un quart des surfaces, pour ce qui concerne la zone montagne du département. Le poids de l'agriculture biologique est également important dans les Alpes du Sud (9 % des exploitations), alors qu'avec 4 % des exploitations, les Alpes du Nord (hors Drôme) se situent dans la moyenne nationale (avec toutefois une progression sur 2000-2010 un peu plus marquée, ce qui amorce un certain rattrapage).

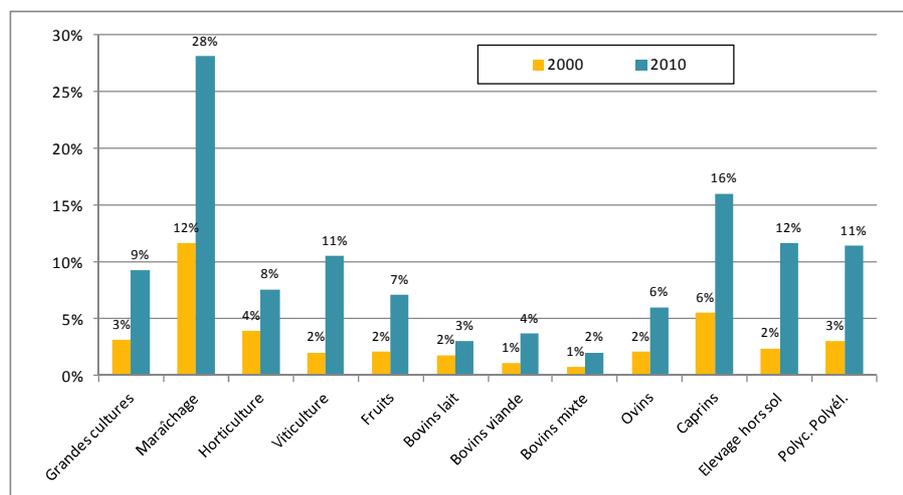
Tableau 20 : Poids de l'agriculture biologique (en nombre d'exploitations et en surfaces) en 2000 et 2010

	Exploitations en bio			Surfaces en bio (*)		
	Nb exp. 2010	Poids 2010 (%)	Poids 2000 (%)	SAU (ha) 2010	Poids 2010 (%)	Poids 2000 (%)
Alpes du Nord (hors 26)	298	4%	1%	11 500	3,8%	1,9%
Drôme	437	22%	9%	20 280	25%	13%
Alpes du Sud	509	9%	3%	32 400	11%	3%
Alpes	1244	8%	3%	64 200	9,5%	3,6%
France	19 494	4%	1,3%	1 014 879	4%	2%
France - Montagne	4 308	5%	2%	225 998	6%	3%

(*) Il s'agit des surfaces totales des exploitations en Alpes biologique, qui peuvent donc être un peu supérieures aux surfaces en bio stricto sensu.

- L'évolution du poids de l'agriculture biologique entre 2000 et 2010 diffère selon l'orientation des exploitations. Alors que le nombre d'exploitations en bio a au moins doublé (voire triplé) pour la majorité des productions, il n'a progressé que de 10 % au sein des exploitations bovins lait. Au final, l'agriculture biologique concerne 28 % des exploitations maraîchères contre 3 % des exploitations laitières. Au sein de l'élevage laitier, le poids de la bio est plus important dans les zones ne bénéficiant pas d'une AOP ou IGP (1 % des exploitations sur les Savoie contre 10 % ailleurs). De manière générale, le poids de la bio est plus important dans les exploitations spécialisées en productions végétales, que dans les exploitations d'élevage. Les exploitations caprines font toutefois exception avec 17 % d'exploitations en bio.

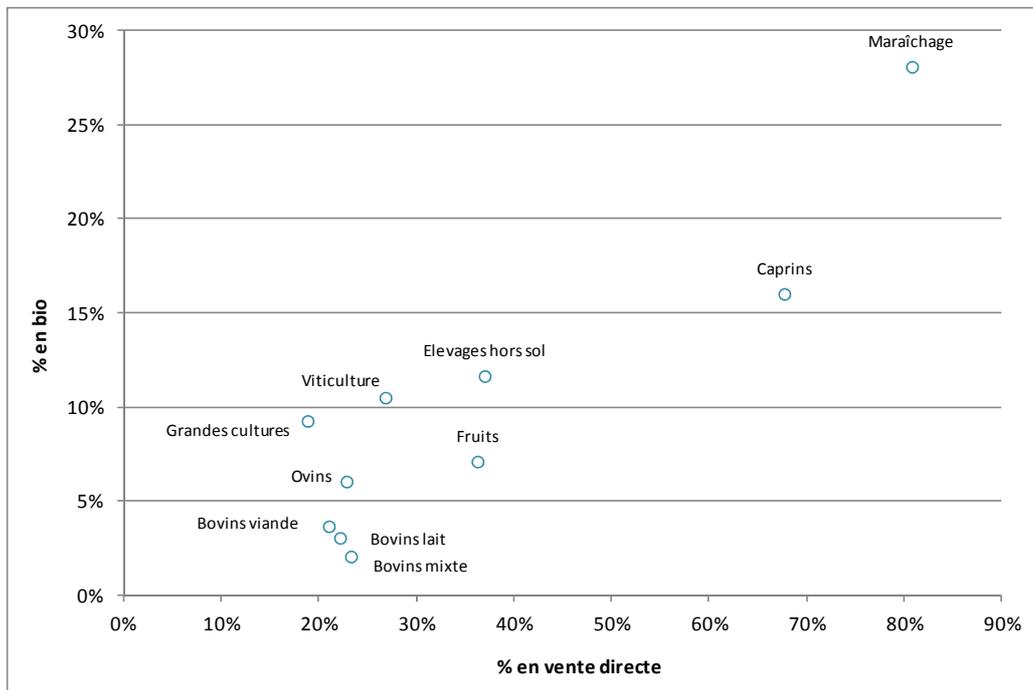
Figure 26 : Poids de l'agriculture biologique (en %age du nombre d'exploitations) en 2000 et 2010 dans les Alpes



*Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.*

Le développement de l'agriculture biologique semble pour une part lié au développement des circuits courts et de la vente directe. Par exemple, c'est au sein des exploitations caprines et maraîchères, qui sont le plus impliquées dans la vente directe, que le poids de l'agriculture biologique est le plus important.

Figure 27 : Part des exploitations alpines en bio et pratiquant la vente directe en 2010 selon l'Otex



Champ : ensemble des exploitations
Sources : Agreste. Recensements agricoles.

7. UNE FORTE RESTRUCTURATION DES EXPLOITATIONS DANS LES ALPES DU NORD

L'évolution du nombre d'exploitations et des emplois d'un côté, de la dimension des exploitations (main-d'œuvre, surface et dimension économique) de l'autre côté, permet de préciser le mouvement de restructuration des exploitations sur le massif alpin entre 2000 et 2010. Ce mouvement est assez différent entre le nord et le sud du massif.

Dans les **Alpes du Nord** : la période 2000-2010 est marquée par une accélération de la restructuration des exploitations avec :

Une forte diminution du nombre d'exploitations (-34 %) principalement due à une disparition importante des petites exploitations (-44 %). Le nombre d'exploitations moyennes à grandes baisse moins fortement (-17 % et même -6 % en haute montagne). Elles s'agrandissent sur la période, en surface et en dimension économique dans les mêmes proportions, (+19 % et +20 % respectivement). Elles atteignent en moyenne 70 ha par exploitation en 2010. Le nombre d'actifs par exploitation n'ayant que peu évolué (+3 %), l'agrandissement traduit une augmentation de la productivité du travail au sein des exploitations. Par ailleurs, il y a transfert de moyens de production entre les petites structures et les moyennes et grandes.

Dans les **Alpes du Sud**, la restructuration a davantage eu lieu dans les périodes précédentes et la période 2000-2010 est marquée par une relative stabilisation structurelle, avec :

- Un meilleur maintien du nombre d'exploitations qu'à l'échelle française (-21 % au lieu de -26 %), quelle que soit leur dimension économique. Ainsi, la répartition des exploitations entre les petites, les moyennes et les grandes évolue peu.
- Avec une baisse de leur nombre de 15 %, les exploitations moyennes et grandes diminuent au même rythme que dans les Alpes du Nord (-17 %), mais elles ne s'agrandissent pas ou peu. Leur structure reste stable (en surface en et en dimension économique moyennes par exploitation), avec toutefois une SAU supérieure de 20 ha en moyenne à celle des Alpes du Nord. Les exploitations sont-elles en limite de restructuration ? Ce phénomène pose en tout cas question quant à l'utilisation des surfaces car il indique que l'ensemble des surfaces et de la production des exploitations qui arrêtent n'est pas repris par celles qui poursuivent.

Enfin, les exploitations alpines restent en 2010 de dimension économique nettement inférieure à la moyenne nationale, mais légèrement supérieure à la moyenne des exploitations de montagne françaises.

Figure 28 : Evolution du nombre d'exploitations, d'UTA et de la dimension des exploitations
En 2010 et évolution entre 2000 et 2010 (%)

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes									
	Nombre d'exploitations		Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA		SAU par exploitation (ha)		Dimension économique (PBS par exp en k€)		Nombre d'actif par exploitation (en UTA)	
	2010	2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes	14 818	-30%	7 023	-16%	14 233	-16%	77	+9%	96	+19%	2,0	0%
<i>France</i>	490 079	-26%	312 182	-19%	651 294	-19%	80	+22%	160	+19%	2,1	0%
<i>France montagne</i>	80 713	-23%	44 876	-17%	83 633	-18%	74	+17%	87	+17%	1,9	-1%
Alpes du Nord	9 296	-34%	4 404	-17%	9 176	-15%	70	+18%	93	+20%	2,1	+3%
<i>Haute montagne</i>	1 694	-36%	645	-6%	1 268	-8%	107	+17%	71	+16%	2,0	-2%
<i>Montagne</i>	7 602	-33%	3 759	-18%	7 908	-15%	63	+17%	97	+21%	2,1	+4%
Alpes du Sud	5 522	-21%	2 619	-15%	5 057	-19%	90	-3%	89	+5%	1,9	-5%
<i>Haute montagne</i>	1 450	-20%	715	-9%	1 225	-11%	110	-2%	57	+4%	1,7	-2%
<i>Montagne</i>	4 072	-22%	1 904	-16%	3 832	-21%	83	-4%	101	+6%	2,0	-6%

Sources : Agreste. Recensements agricoles.

CONCLUSION : PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS ET PERSPECTIVES

Une précédente étude réalisée sur la base des données 2000 et 2007 mettait déjà en lumière une forte restructuration de l'agriculture alpine sur cette période et identifiait déjà certains signaux faisant craindre un risque de déprise (baisse de certains cheptels par exemple).

Le présent document permet à la fois de confirmer et de compléter les tendances de fond à l'échelle du massif alpin :

❖ UNE RESTRUCTURATION IMPORTANTE DES EXPLOITATIONS AU NORD, UNE STABILITE STRUCTURELLE DANS LE SUD QUI ENTRAINE UN RISQUE DE DEPRISE

Entre 2000 et 2010, l'agriculture alpine a perdu 30 % d'exploitations, soit une baisse plus forte qu'en moyenne française. Si l'ampleur de cette évolution est importante, elle doit être nuancée par le fait que le nombre d'exploitations de taille moyennes et grandes (anciennement « professionnelles ») diminue de 16 % seulement, soit un peu moins qu'en moyenne nationale, et que le nombre d'actifs diminue moins également. En parallèle, la dimension moyenne des exploitations augmente (de 19 %), ce qui indique que le mouvement de restructuration des exploitations se poursuit à un rythme élevé. Celui-ci n'est toutefois pas homogène selon les productions (il est très important au sein des exploitations laitières par exemple) et les évolutions sont très différentes selon les territoires du massif alpin.

Ainsi, dans les **Alpes du Sud**, le nombre d'exploitations se maintient mieux avec un ralentissement de la baisse du nombre d'exploitations. Les structures d'exploitations se stabilisent, ayant atteint une taille moyenne importante. Cela ne permet pas la reprise de toutes les surfaces libérées et conduit à un risque de déprise, déjà perceptible par la perte globale de SAU (hors surfaces peu productives). A l'inverse, sur la période 2000-2010, la restructuration s'est accélérée sur les **Alpes du Nord** et les exploitations se sont fortement agrandies. De manière simplifiée, on assiste à une poursuite du mouvement de restructuration des exploitations dans les Alpes du Nord et à une certaine stabilisation conduisant à un phénomène de déprise dans les Alpes du Sud.

❖ UNE PERTE DE SURFACES AGRICOLES PRODUCTIVES DANS LES ALPES

Il y a globalement une perte de foncier dans les Alpes, bien supérieure à la moyenne nationale, en montagne comme en plaine. Avec une diminution de 22 000 ha de surface agricole productive en zone montagne, c'est une perte de 5 % des surfaces contre -3 % en France. Cette diminution est plus forte dans les Alpes du Sud (-7 %) que dans les Alpes du Nord (-5 %) et la plaine du massif alpin a perdu 9 % de surface productive soit 10 000 ha. Cette situation est préoccupante pour l'avenir de l'agriculture du massif.

❖ DES EVOLUTIONS SOCIALES AU SEIN DES EXPLOITATIONS

Sur 2000-2010, on observe une très forte baisse des actifs familiaux non exploitants (diminution du nombre de conjoints et d'aides familiaux). Le travail dans les exploitations se concentre ainsi de plus en plus sur le chef d'exploitation, qui devient de plus en plus la seule personne de la famille concernée par l'exploitation. Cette évolution n'est pas compensée par l'accroissement du salariat. Dans les Alpes du Sud, on observe même une diminution du nombre de salariés.

La pluriactivité concerne 30 % des exploitations et reste une spécificité alpine. La forte proportion d'exploitations pluriactives en haute montagne (en lien avec l'activité touristique) et pour les productions à moindre valeur ajoutée (bovins et ovins allaitants notamment) est sans doute un atout pour favoriser le maintien des exploitations. L'accroissement des successions envisagées dans les exploitations qui vont arrêter est également un point positif. Toutefois, la haute montagne, avec près d'un quart des exploitants de plus de 50 ans n'ayant pas de succession prévue, reste un territoire fragile de ce point de vue.

❖ DES DYNAMIQUES ECONOMIQUES PREOCCUPANTES POUR L'ELEVAGE

L'**élevage ovin** s'est fragilisé sur la période 2000-2010 : il perd 6 % de ses effectifs de brebis, alors que ceux-ci avaient augmenté sur la période précédente (1988-2000). Les difficultés économiques de cette

production à l'échelle européenne et française (prix à la production et revenus faibles) entraînent une création faible de valeur ajoutée, que la mise en place de l'IGP Agneau de Sisteron n'a pas pu enrayer jusque là. Il faut toutefois noter que l'élevage ovin résiste mieux dans les Alpes qu'en moyenne nationale (baisse d'un cinquième du cheptel français en dix ans) et se maintient en haute montagne sèche, faute d'alternative possible.

Pour l'avenir, la réforme du bilan de santé de la PAC en 2010, instaurant un soutien couplé à la brebis, a eu un effet positif sur les revenus des exploitations et l'incitation à la production. Cette réforme pourrait donc, si elle n'est pas annulée par l'augmentation des charges, contribuer à enrayer ce déclin. A l'échelle nationale, la stabilisation des abattages d'ovins depuis 2010 semble aller dans ce sens (source : Institut de l'Élevage).

L'élevage laitier se maintient globalement sur les zones valorisant le lait au sein de filières fromagères de qualité (les Savoie), bien que ceci s'accompagne d'une forte restructuration des exploitations : le maintien du potentiel économique s'accompagne d'une baisse du nombre d'actifs. Dans les zones de production laitière non démarquée (Isère et Hautes-Alpes), qui représentent encore un quart des exploitations laitières alpines, la dynamique économique est défavorable et la production décline globalement ; le nombre d'exploitations décroît à un rythme très élevé (-40 % sur dix ans).

L'élevage de **bovins viande**, qui avait fortement augmenté dans la période antérieure (1988-2000), se maintient en nombre d'exploitations mais le cheptel détenu régresse plus fortement (-9 %) qu'à l'échelle nationale (-5 %). Alors qu'il constituait une alternative à la production laitière en particulier, il ne semble désormais plus jouer ce rôle.

En parallèle se développent d'autres productions d'élevage, reposant sur un modèle moins ancré dans les filières et plus tourné vers la vente directe et le marché de proximité. Ainsi la production **caprine** continue de se développer et se professionnalise. De même, la production de **lait de brebis**, bien que son poids reste marginal à l'échelle du massif, connaît une croissance importante, de même que les élevages d'équidés dans les Alpes du Sud. L'évolution de l'ICHN en 2000 (passage de l'UGB à l'ha) a globalement été favorable à ces systèmes. Toutefois le développement de ces productions ne compense pas pour le moment la diminution des autres productions, en termes de volumes produits, d'emplois et de cheptels.

Au final, ces dynamiques économiques apparaissent relativement préoccupantes pour l'élevage alpin, et ce d'autant plus qu'elles s'inscrivent aussi dans un contexte économique français et européen de plus en plus défavorable à l'élevage (perte de valeur ajoutée générée en lien avec la croissance du coût des intrants - aliments en particulier, écarts de revenus croissants avec d'autres productions, etc.).

❖ DES DIFFICULTES EGALEMENT DANS CERTAINES PRODUCTIONS VEGETALES SPECIALISEES

Les productions végétales connaissent également des difficultés. Les surfaces de **vignes** reculent (légèrement en zone de montagne, fortement en zone de plaine), notamment du fait de la crise économique dans les AOC du Vaucluse.

Dans l'**arboriculture**, les surfaces de vergers en pommes-poirs diminuent de plus de 10 %, ce qui est sans doute lié à des difficultés de marché. Les surfaces en pêchers reculent quant à elles de 13 %, ce qui s'explique dans ce cas plutôt par une crise sanitaire (Sharka). Par contre, la production de **noix** en Isère et dans la Drôme reste dynamique et continue sa croissance, et ses perspectives de marché sont également favorables (forte demande mondiale, produit moderne).

Si les surfaces en **céréales** régressent sur les Alpes au cours de cette période (-11 % contre une hausse de 2 % en France), on observe un meilleur maintien, tout comme en France, des exploitations céréalières. Dans certaines zones du massif, leur nombre augmente, même s'il s'agit plutôt de petites exploitations. Le contexte de hausse des cours des céréales, des soutiens de la PAC par hectare élevés et des contraintes de travail limitées, semblent favorables au maintien sur le territoire d'un nombre important de petites exploitations céréalières.

❖ UN DEVELOPPEMENT DES LOGIQUES DE PROXIMITE

Une fraction plus importante de l'agriculture alpine semble se situer dans une **logique de proximité**, en s'adaptant à une évolution de la demande des territoires. Plusieurs évolutions peuvent être interprétées de cette manière : développement de la transformation fermière et de la vente directe, développement de l'agriculture biologique, du maraîchage, etc. Si ce mouvement est conforté par le développement urbain de certaines zones du massif, il se répartit de façon homogène sur l'ensemble du massif et semble ainsi constituer un mouvement de fond. Force est toutefois de constater, que ce mouvement ne permet pas jusque là de compenser la diminution observées sur certaines productions. Si le développement d'exploitations basées sur la vente directe et/ou la transformation à la ferme ne peut être une solution unique, un des enjeux pour l'avenir se situe peut-être dans le développement de filières spécifiques de taille intermédiaire. Enfin, cette logique de proximité ne doit pas être opposée à l'organisation en filières, ces dernières pouvant dans certaines conditions saisir les opportunités des marchés de proximité (cas des fromages de Savoie par exemple).

❖ QUELS ENSEIGNEMENTS EN TIRER VIS-A-VIS DU ROLE DE L'AGRICULTURE ALPINE ?

Les différentes évolutions citées précédemment peuvent être mises en regard avec les enjeux de l'agriculture alpine, et ceux sur lesquels elle est attendue en termes de contribution au développement du massif alpin :

- Une production agricole et alimentaire de **qualité** et de proximité. Sur ce plan, les évolutions constatées sont positives, avec le maintien, voire le développement, des filières de produits de qualité (AOP/IGP) et un développement des circuits courts et de l'agriculture biologique. Ces évolutions contribuent par ailleurs dans certains cas au maintien de l'agriculture.
- En termes **d'emplois** et de développement rural par contre, la baisse du nombre d'actifs indique une relative diminution du poids de l'agriculture alpine dans l'économie du massif. La diminution des surfaces en productions et des cheptels interroge, en particulier dans les Alpes du Sud, où le risque de déprise peut remettre en cause, dans certaines zones, le maintien même de l'activité agricole.
- En termes **d'entretien du territoire** et d'occupation de l'espace, la situation est différente entre le nord et le sud du massif. Dans les Alpes du Sud, le phénomène de déprise entraîne une baisse de l'utilisation des surfaces agricoles : la forte baisse des surfaces (-7 % hors STH, contre -3 % en France) n'est pas imputable uniquement à l'urbanisation. Dans les Alpes du Nord, la diminution des surfaces agricoles est forte (-5 %), sans qu'on puisse faire la part de l'urbanisation et de la déprise. Enfin, la **diminution des cheptels** (bovins et ovins) est sensible et représente a priori une menace à terme pour l'occupation de l'espace (à moins que le changement climatique ne conduise à utiliser davantage de surfaces par animal du fait d'une baisse des rendements fourragers).
- Enfin, l'agriculture alpine est particulièrement sensible au changement climatique. L'augmentation des aléas climatiques est désormais une réalité vécue dans de nombreux territoires du massif⁵ et les agriculteurs cherchent à s'adapter. On l'observe notamment avec l'augmentation des surfaces en prairies temporaires et en fourrages annuels, en particulier dans les Alpes du Sud. Si cette évolution peut sembler moins favorable sur un plan environnemental (moins de biodiversité), elle contribue au maintien de l'autonomie fourragère de l'élevage de montagne et indirectement à l'utilisation des surfaces extensives (alpages et parcours) à forte biodiversité. Par contre, la diminution significative du potentiel de surfaces irrigables, dans un contexte de besoins croissants, interroge fortement sur les capacités d'adaptations de l'agriculture alpine, car l'irrigation en constitue un des leviers importants.

⁵ Nettier et al. 2010.

Tables des illustrations

Figures et graphiques

Figure 1 : Représentation du contexte dans lequel s'inscrit l'agriculture alpine	5
Figure 2 : Le massif alpin et la délimitation des zones montagne et haute montagne	7
Figure 3 : Typologie des territoires du massif alpin	8
Figure 4 : Nombre d'exploitations alpines en 2010	9
Figure 5 : Répartition des exploitations selon leur dimension économique : comparaison Alpes, montagne, France	10
Figure 6 : Répartition des exploitations par Otex : zones de montagne et haute montagne	10
Figure 7 : Répartition des exploitations par Otex : zones de plaine	11
Figure 8 : Evolution des aides de la PAC (1 ^{er} et 2 nd piliers)	13
Figure 9 : Evolution des aides du 2 nd pilier de la PAC	13
Figure 10 : Evolution des aides agro-environnementales	14
Figure 11 : Evolution des prix du lait de vache, des céréales et de la viande ovine (indice 100 en 2000)	14
Figure 12 : Evolution des prix agricoles et des prix des intrants sur 1990-2009 (indice 100 en 2000)	14
Figure 13 : Evolution du nombre d'habitants des départements alpins 1999-2008	15
Figure 14 : Nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010	18
Figure 15 : Répartition des exploitations selon leur dimension économique	19
Figure 16 : Evolution du nombre d'exploitations alpines entre 1998 et 2010	19
Figure 17 : Evolution de la composition de la main d'œuvre des exploitations alpines (en % des UTA totaux)	23
Figure 18 : Répartition des exploitations selon leur statut en 2010	24
Figure 19 : Répartition des exploitations alpines selon l'âge du chef d'exploitation : 2000 et 2010	24
Figure 20 : Répartition des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation en 2010	24
Figure 21 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non	26
Figure 22 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non en 2010	27
Figure 23 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non en 2010	27
Figure 24 : Proportion des exploitations (dont le chef est né avant 1960) avec une succession assurée ou non en 2010	27
Figure 25 : Proportion d'exploitations pratiquant la vente directe par OTEX, en 2000 et 2010	34
Figure 26 : Poids de l'agriculture biologique (en %age du nombre d'exploitations) en 2000 et 2010 dans les Alpes	35
Figure 27 : Part des exploitations alpines en bio et pratiquant la vente directe en 2010 selon l'Otex	36
Figure 28 : Evolution du nombre d'exploitations, d'UTA et de la dimension des exploitations	37

Tableaux

Tableau 1 : Part des communes et de la population des départements alpins incluses dans le massif alpin	8
Tableau 2 : Nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010	18
Tableau 3 : Rythme annuel de diminution du nombre d'exploitations	19
Tableau 4 : Nombre d'exploitations par Otex et évolution 2000-2010	20
Tableau 5 : Evolution du nombre d'exploitations par Otex	20
Tableau 6 : Nombre d'exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010	21
Tableau 7 : Nombre d'emplois (en UTA) des exploitations alpines (en zone de montagne) et évolution 2000-2010	22
Tableau 8 : Composition de la main d'œuvre des exploitations (en UTA) (ensemble des exploitations)	22
Tableau 9 : Nombre d'exploitations en société	23
Tableau 10 : Surface moyenne des exploitations selon l'âge du chef d'exploitation en 2000 et 2010	25
Tableau 11 : Part des exploitations dont le chef est pluriactif en 2010 selon les zones	25
Tableau 12 : Nombre d'exploitations dont le chef est pluriactif en 2010 et poids dans l'ensemble des exploitations	26
Tableau 13 : Surfaces agricoles du massif alpin (zone montagne) en 2010 en hectares et évolutions entre 2000 et 2010. Hors surfaces collectives.	29
Tableau 14 : Surfaces agricoles (hectares) et évolutions entre 2000 et 2010. Hors surfaces collectives.	30
Tableau 15 : Surfaces agricoles irriguées et irrigables en 2010 (ha) et évolution par rapport à l'année 2000 (%)	31
Tableau 16 : Surfaces agricoles irriguées par cultures en 2010 et comparaison avec l'année 2000	31
Tableau 17 : Effectifs d'animaux et nombre d'exploitations en détenant (en 2010) sur le massif alpin (zone montagne)	32
Tableau 18 : Effectifs d'animaux des différents cheptels en 2010 (en têtes) et évolutions entre 2000 et 2010 (%)	33
Tableau 19 : Effectifs d'animaux des différents cheptels en 2010 (en têtes) selon les zones et évolutions entre 2000 et 2010 (%)	33
Tableau 20 : Poids de l'agriculture biologique (en nombre d'exploitations et en surfaces) en 2000 et 2010	35

Annexe 1 : Définitions et liste des abréviations

• Définitions

Sources : Agreste.

L'exploitation agricole est une unité économique qui participe à la production agricole et qui répond à trois critères :

- elle a une activité agricole : soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales, soit de mise à disposition de superficies en pacage collectif,
- elle atteint une certaine dimension : soit 1 hectare de surface agricole utilisée, soit 20 ares de cultures spécialisées, soit une production supérieure à un seuil (1 vache, 6 brebis mères...)
- sa gestion courante est indépendante de toute autre unité.

La **production brute standard** (PBS) est calculée à partir de coefficients appliqués aux surfaces agricoles et aux cheptels. Ces coefficients résultent de valeurs moyennes sur la période 2005 à 2009. La PBS décrit le potentiel de production des exploitations et permet de les classer en petites, quand elle est inférieure à 25 000 €, en moyennes, quand elle est comprise entre 25 000 et 100 000 € et en grandes quand elle est supérieure ou égale à 100 000 €. La contribution de chaque surface ou cheptel à la PBS permet également de classer les exploitations selon leur orientation technico-économique (**OTEX**).

SAU : superficie agricole utilisée. Toutes les données sont rapportées au siège de l'exploitation.

Les **actifs agricoles** sont les personnes qui participent au travail de l'exploitation agricole :

- les actifs familiaux comprennent les chefs d'exploitation, les coexploitants, ainsi que les membres de la famille, dès lors qu'ils fournissent un travail sur l'exploitation,
- les salariés permanents occupent un poste toute l'année, quelle que soit sa durée, temps partiel ou complet,
- les salariés saisonniers ou occasionnels travaillent à temps partiel ou complet, mais pendant une partie de l'année seulement.

L'unité de travail annuel (UTA) permet de cumuler les différents temps de travail. C'est l'équivalent du temps de travail d'une personne à temps complet sur une année.

Cheptel : On recense tous les animaux présents sur l'exploitation le jour du passage de l'enquêteur, y compris ceux pris en pension et ceux destinés à l'autoconsommation.

• Liste des sigles et abréviations

AOP :	Appellation d'origine protégée
DRAAF :	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
CTE :	Contrat territorial d'exploitation
EARL :	Exploitation agricole à responsabilité limitée
GAEC :	Groupement agricole d'exploitation en commun
Ha :	hectare
ICHN :	Indemnités compensatoires de handicaps naturels
IGP :	Indication géographique protégée
OCM :	Organisation commune de marché
Otex :	Orientation technico-économique des exploitations agricoles
PAC :	Politique Agricole Commune
PBS :	Production brute standard
PHAE :	Prime herbagère agroenvironnementale
SAU :	surface agricole utile
STH :	Surfaces toujours en herbe
UTA :	Unité de travail annuelle

Annexes 2 : tableaux de données
Par département et par Otex

Ensemble des exploitations

Champ : exploitations alpines situées en montagne

Les données pour les zones de plaine du massif sont indiquées en fin de tableau

	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA		Nombre de chefs d'exploitations		Dimension économique des exploitations (PBS en k€)	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes	14 818	-30%	20 217	-17%	13 358	-12%	50	+37%
<i>France</i>	490 079	-26%	751 369	-19%	445 772	-17%	105	+29%
<i>France montagne</i>	80 713	-23%	110 170	-18%	78 417	-12%	52	+24%

Alpes du Nord	9 296	-34%	12 791	-17%	8 470	-14%	48	+44%
Alpes du Sud	5 522	-21%	7 426	-16%	4 888	-8%	52	+26%

Alpes haute montagne	3 144	-29%	4 098	-17%	2 946	-10%	32	+34%
Alpes montagne	11 674	-30%	16 120	-17%	10 412	-13%	54	+38%

Alpes du Nord	9 296	-34%	12 791	-17%	8 470	-14%	48	+44%
<i>Haute montagne</i>	1 694	-36%	2 164	-19%	1 522	-14%	32	+53%
<i>Montagne</i>	7 602	-33%	10 627	-17%	6 948	-14%	52	+42%

Alpes du Sud	5 522	-21%	7 426	-16%	4 888	-8%	52	+26%
<i>Haute montagne</i>	1 450	-20%	1 933	-13%	1 423	-5%	33	+13%
<i>Montagne</i>	4 072	-22%	5 493	-17%	3 465	-10%	59	+29%

Alpes	14 818	-30%	20 217	-17%	13 358	-12%	50	+37%
Alpes de Haute-Provence	1 756	-21%	2 339	-12%	1 651	-5%	56	+13%
Hautes-Alpes	1 795	-23%	2 764	-23%	1 816	-8%	48	+14%
Alpes-Maritimes	1 113	-12%	1 163	-9%	737	-12%	42	-
Var	332	-34%	377	+2%	200	-12%	39	-
Vaucluse	526	-26%	783	-17%	483	-12%	85	+12%
Drôme	1 968	-26%	2 702	-8%	1 710	-7%	59	+25%
Isère	2 243	-30%	2 627	-21%	1 839	-15%	41	+36%
Savoie	2 320	-36%	3 178	-24%	2 014	-18%	44	+56%
Haute-Savoie	2 765	-39%	4 284	-15%	2 908	-14%	50	+56%

Zones de plaine

Alpes – zones de plaine	5 205	-29%	7 314	-22%	3 788	-19%	72	+24%
<i>Alpes du Nord – plaine</i>	2 186	-31%	3 199	-18%	1 704	-19%	71	+42%
<i>Alpes du Sud – plaine</i>	3 019	-28%	4 115	-24%	2 084	-19%	74	+14%

Exploitations moyennes et grandes

Champ : exploitations alpines situées en montagne

Les données pour les zones de plaine du massif sont indiquées en fin de tableau

	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA		Dimension économique des exploitations (PBS en k€)	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes	7 023	-16%	14 233	-16%	96	19%
<i>France</i>	312 182	-19%	651 294	-19%	160	19%
<i>France montagne</i>	44 876	-17%	83 633	-18%	87	17%

Alpes du Nord	4 404	-17%	9 176	-15%	93	20%
Alpes du Sud	2 619	-15%	5 057	-19%	89	5%

Alpes haute montagne	1 360	-8%	2 493	-10%	63	10%
Alpes montagne	5 663	-18%	11 740	-18%	104	22%

Alpes du Nord	4 404	-17%	9 176	-15%	93	20%
<i>Haute montagne</i>	645	-6%	1 268	-8%	71	16%
<i>Montagne</i>	3 759	-18%	7 908	-15%	97	21%

Alpes du Sud	2 619	-15%	5 057	-19%	89	5%
<i>Haute montagne</i>	715	-9%	1 225	-11%	57	4%
<i>Montagne</i>	1 904	-16%	3 832	-21%	101	6%

Alpes	7 023	-16%	14 233	-16%	96	19%
Alpes de Haute-Provence	956	-15%	1 706	-18%	94	5%
Hautes-Alpes	989	-13%	2 037	-22%	79	4%
Alpes-Maritimes	210	-23%	413	-24%	47	-15%
Var	109	-4%	241	10%	109	58%
Vaucluse	355	-16%	661	-18%	121	1%
Drôme	1 029	-17%	1 953	-14%	105	11%
Isère	975	-17%	1 763	-20%	83	20%
Savoie	1 028	-14%	2 210	-16%	90	24%
Haute-Savoie	1 372	-19%	3 250	-10%	94	24%

Zones de plaine

<i>Alpes – zones de plaine</i>	2 598	-20%	5 819	-25%	138	12%
<i>Alpes du Nord – plaine</i>	1 141	-18%	2 590	-17%	129	24%
<i>Alpes du Sud – plaine</i>	1 457	-22%	3 230	-30%	145	6%

Fiches par département

- Alpes de Haute-Provence

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Alpes de Haute-Provence	2 180	-26%	2 950	-21%
Haute montagne	396	-14%	497	-10%
Montagne	1 360	-23%	1 842	-13%
Plaine et ZDS	424	-42%	611	-43%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Alpes de Haute-Provence	1 150	-15%	2 213	-28%
Haute montagne	200	-12%	315	-14%
Montagne	756	-16%	1 390	-19%
Plaine et ZDS	194	-17%	507	-48%

- Hauts-Alpes

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Hauts-Alpes	1 795	-23%	2 764	-23%
Haute montagne	835	-24%	1 167	-18%
Montagne	960	-21%	1 597	-26%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Hauts-Alpes	989	-13%	2 037	-22%
Haute montagne	435	-7%	775	-10%
Montagne	554	-17%	1 262	-27%

- **Alpes-Maritimes**

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Alpes-Maritimes	1 326	-13%	1 428	-17%
Haute montagne	219	-12%	269	4%
Montagne	894	-12%	894	-12%
Plaine et ZDS	213	-19%	265	-41%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Alpes-Maritimes	260	-26%	529	-35%
Haute montagne	80	-11%	135	-4%
Montagne	130	-29%	278	-31%
Plaine et ZDS	50	-38%	116	-57%

- **Var**

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Var	1 265	-29%	1 386	-4%
Montagne	332	-34%	377	2%
Plaine et ZDS	933	-28%	1 009	-6%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Var	414	-17%	915	-10%
Montagne	109	-4%	241	10%
Plaine et ZDS	305	-21%	674	-15%

- **Vaucluse**

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Vaucluse	1 975	-25%	3 013	-20%
Montagne	526	-26%	783	-17%
Plaine et ZDS	1 449	-25%	2 230	-21%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Vaucluse	1 263	-21%	2 592	-23%
Montagne	355	-16%	661	-18%
Plaine et ZDS	908	-22%	1 932	-24%

- **Drôme**

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Drôme	2 445	-24%	3 339	-9%
Haute montagne	21	-	17	-
Montagne	1 947	-27%	2 685	-8%
Plaine et ZDS	477	-15%	637	-15%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Drôme	1 327	-16%	2 505	-15%
Haute montagne	4	-	4	-
Montagne	1 025	-16%	1 950	-13%
Plaine et ZDS	298	-16%	552	-20%

- Isère

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Isère	3 170	-30%	3 739	-20%
Haute montagne	100	-30%	122	-22%
Montagne	2 143	-30%	2 506	-21%
Plaine et ZDS	927	-29%	1 111	-19%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Isère	1 442	-18%	2 622	-19%
Haute montagne	35	-20%	68	-20%
Montagne	940	-17%	1 695	-20%
Plaine et ZDS	467	-19%	858	-17%

- Savoie

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Savoie	2 747	-36%	3 895	-22%
Haute montagne	821	-32%	1 100	-19%
Montagne	1 499	-38%	2 078	-26%
Plaine et ZDS	427	-38%	717	-13%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Savoie	1 211	-14%	2 775	-15%
Haute montagne	343	-1%	679	-1%
Montagne	685	-19%	1 530	-21%
Plaine et ZDS	183	-16%	566	-9%

- Haute-Savoie

<u>Ensemble des exploitations</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	14 818	-30%	20 217	-17%
France	490 079	-26%	751 369	-19%
Haute-Savoie	3 120	-39%	5 017	-16%
Haute montagne	752	-40%	926	-19%
Montagne	2 013	-38%	3 359	-14%
Plaine et ZDS	355	-40%	733	-23%

<u>Exploitations moyennes et grandes</u>	Nombre d'exploitations		Nombre d'actifs en UTA	
	2010	Ev 2000-10 (%)	2010	Ev 2000-10 (%)
Alpes (*)	7 023	-16%	14 233	-16%
France	312 182	-19%	651 294	-19%
Haute-Savoie	1 565	-19%	3 864	-13%
Haute montagne	263	-9%	517	-13%
Montagne	1 109	-21%	2 733	-10%
Plaine et ZDS	193	-21%	614	-22%

Fiche exploitations par Otex

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

- **Alpes**

Ensemble des exploitations	Alpes		France		France Montagne	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	2 050	-8%	118 746	-6%	5 801	11%
Maraîchage	130	-40%	6 151	-20%	498	0%
Horticulture	229	-33%	8 441	-28%	870	-11%
Viticulture	623	-35%	69 971	-28%	4 380	-33%
Fruits	2 075	-26%	18 597	-24%	4 165	-26%
Bovins lait	2 284	-34%	50 230	-34%	13 330	-30%
Bovins viande	1 176	-31%	59 530	-25%	19 586	-15%
Bovins mixte	275	-26%	10 793	-40%	2 995	-38%
Ovins	1 604	-17%	22 772	-31%	9 593	-19%
Caprins	557	-16%	5 100	-17%	1 898	-13%
Autres herbivores	1 252	-31%	28 347	-34%	7 233	-27%
Elevages hors sol	449	-37%	29 877	-26%	3 056	-25%
Polyculture et polyélevage	2 114	-44%	59 581	-41%	7 218	-38%
Toutes Otex	14 818	-30%	490 079	-26%	80 713	-23%

Exploitations moyennes et grandes	Alpes		France		France Montagne	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	560	-7%	70 912	-4%	845	0%
Maraîchage	67	-26%	4 436	-15%	214	-6%
Horticulture	162	-23%	6 717	-25%	592	-4%
Viticulture	404	-4%	46 941	-15%	2332	-16%
Fruits	748	-19%	7 951	-24%	1468	-16%
Bovins lait	1 974	-25%	48 171	-32%	12 367	-26%
Bovins viande	382	1%	33 455	-8%	10 407	2%
Bovins mixte	157	-31%	9 374	-42%	2 563	-38%
Ovins	822	-10%	8 698	-16%	5 864	-13%
Caprins	361	8%	3 716	-1%	1 264	8%
Autres herbivores	313	7%	7 896	-10%	2 300	-19%
Elevages hors sol	251	-24%	24 685	-22%	1 894	-22%
Polyculture et polyélevage	814	-17%	39 230	-28%	2 766	-19%
Toutes Otex	7 023	-16%	312 182	-19%	44 876	-17%

- **Alpes de Haute-Provence**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	522	-8%	284	-9%
Maraîchage	15	0%	13	8%
Horticulture	11	-50%	10	-52%
Viticulture	9	-57%	4	0%
Fruits	240	-38%	89	-21%
Bovins lait	18	-36%	13	-32%
Bovins viande	104	3%	57	0%
Bovins mixte	11	-8%	4	-64%
Ovins	338	-17%	218	-23%
Caprins	76	4%	53	18%
Autres herbivores	127	18%	36	20%
Elevages hors sol	39	-22%	23	-30%
Polyculture et polyélevage	244	-42%	134	-21%
Toutes Otex	1 756	-21%	956	-15%

- **Hautes-Alpes**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	232	13%	13	-
Maraîchage	11	-56%	3	-
Horticulture	17	-23%	10	-
Viticulture	15	-74%	3	-
Fruits	195	-28%	166	-23%
Bovins lait	131	-32%	119	-27%
Bovins viande	176	-14%	94	15%
Bovins mixte	28	-62%	20	-
Ovins	505	-12%	333	-4%
Caprins	54	13%	31	48%
Autres herbivores	151	-17%	51	-9%
Elevages hors sol	37	-26%	23	0%
Polyculture et polyélevage	243	-41%	103	-9%
Toutes Otex	1 795	-23%	989	-13%

- **Alpes-Maritimes**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	75	400%	-	-
Maraîchage	47	-53%	14	-
Horticulture	33	-62%	16	-
Viticulture	8	-	-	-
Fruits	490	-3%	-	-
Bovins lait	16	-	7	-
Bovins viande	13	-	-	-
Bovins mixte	5	-	3	-
Ovins	120	-17%	71	-22%
Caprins	39	-38%	21	-19%
Autres herbivores	71	11%	22	22%
Elevages hors sol	15	-42%	4	-
Polyculture et polyélevage	176	-14%	32	28%
Toutes Otex	1 113	-12%	210	-23%

- **Var**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	35	-39%	12	-45%
Maraîchage	3	-	3	-
Horticulture	4	-	3	-
Viticulture	20	-	8	-
Fruits	153	-38%	5	-
Bovins lait	0	-	0	-
Bovins viande	0	-	0	-
Bovins mixte	0	-	0	-
Ovins	44	13%	39	18%
Caprins	11	-	8	-
Autres herbivores	18	-	6	-
Elevages hors sol	0	-	0	-
Polyculture et polyélevage	41	-38%	19	-
Toutes Otex	332	-34%	109	-4%

- **Vaucluse**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	127	9%	70	19%
Maraîchage	0	-	0	-
Horticulture	5	-	0	-
Viticulture	126	-23%	98	-2%
Fruits	154	-40%	111	-30%
Bovins lait	0	-	0	-
Bovins viande	0	-	0	-
Bovins mixte	0	-	0	-
Ovins	21	-25%	15	-
Caprins	14	-	9	-
Autres herbivores	11	-	0	-
Elevages hors sol	6	-	6	-
Polyculture et polyélevage	61	-39%	42	-25%
Toutes Otex	526	-26%	355	-16%

- **Drôme**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	297	-23%	75	-13%
Maraîchage	12	-	5	-
Horticulture	11	-	6	-
Viticulture	228	-14%	168	3%
Fruits	446	-30%	222	-20%
Bovins lait	51	-43%	45	-43%
Bovins viande	68	10%	31	-3%
Bovins mixte	8	-	4	-
Ovins	144	-11%	70	-11%
Caprins	141	-13%	109	-2%
Autres herbivores	129	-40%	32	-3%
Elevages hors sol	115	-31%	95	-25%
Polyculture et polyélevage	309	-38%	158	-29%
Toutes Otex	1 968	-26%	1 029	-17%

- **Isère**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	268	-9%	68	-7%
Maraîchage	24	14%	16	60%
Horticulture	34	-24%	23	-18%
Viticulture	27	-45%	16	-
Fruits	290	-21%	93	27%
Bovins lait	251	-45%	236	-38%
Bovins viande	323	-18%	118	6%
Bovins mixte	69	-18%	38	-43%
Ovins	112	-10%	41	11%
Caprins	68	-38%	28	-26%
Autres herbivores	232	-32%	54	10%
Elevages hors sol	88	-32%	49	-23%
Polyculture et polyélevage	455	-43%	181	-15%
Toutes Otex	2 243	-30%	975	-17%

- **Savoie**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	232	-6%	15	-25%
Maraîchage	4	-	3	-
Horticulture	39	-15%	26	-4%
Viticulture	159	-45%	88	-15%
Fruits	55	-15%	24	-20%
Bovins lait	699	-32%	572	-17%
Bovins viande	229	-50%	48	-17%
Bovins mixte	63	-28%	34	-17%
Ovins	169	-20%	17	-
Caprins	85	-17%	51	28%
Autres herbivores	228	-30%	40	-9%
Elevages hors sol	60	-37%	11	-
Polyculture et polyélevage	297	-54%	79	-19%
Toutes Otex	2 320	-36%	1 028	-14%

- **Haute-Savoie**

Champ : exploitations alpines situées en zones de montagne

	Ensemble des exploitations		Exploitations moyennes et grandes	
	2010	2000-10 (%)	2010	2000-10 (%)
Grandes cultures	262	-23%	12	0%
Maraîchage	9	-	5	-
Horticulture	72	-29%	55	-4%
Viticulture	30	-50%	11	57%
Fruits	48	-41%	34	-13%
Bovins lait	1 117	-31%	978	-25%
Bovins viande	262	-45%	24	-14%
Bovins mixte	90	-8%	45	25%
Ovins	151	-38%	6	-
Caprins	69	-18%	42	40%
Autres herbivores	283	-48%	59	26%
Elevages hors sol	82	-55%	31	-30%
Polyculture et polyélevage	286	-55%	58	0%
Toutes Otex	2 765	-39%	1 372	-19%